

Les documents de L'ECONOMISTE

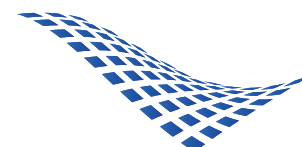


Enquête L'Economiste - Sunergia

Qui sont nos jeunes?



**BANQUE
POPULAIRE**



MOHAMMED VI
POLYTECHNIC
UNIVERSITY



Swipe

**GÈRE TON ARGENT
COMME TU L'ENTENDS
OFFRE BANCAIRE 12-17 ANS**



*OFFRE SOUMISE A CONDITIONS.

TÉLÉCHARGE
L'APPLICATION

Découvrez SWIPE by Banque Populaire. L'offre bancaire innovante, gratuite et 100% en ligne qui s'adresse aux 12-17 ans.

SWIPE comprend un compte, une carte bancaire et une application. Les jeunes peuvent désormais gérer leurs dépenses comme ils l'entendent. Ils peuvent aussi personnaliser leur carte, recevoir de l'argent, effectuer des retraits sur GAB via l'appli SWIPE, mais également régler leurs achats sur internet ou en magasin par TPE, tout en consultant leur solde.

Avec autant d'avantages, SWIPE est la solution qui offre l'autonomie aux enfants et la tranquillité aux parents.

Avec SWIPE by Banque Populaire, tout le monde trouve son compte !



EDITORIAL



Haut et fort

«**C'**EST une génération nerveuse, stressée et sensible, impactée par l'environnement et la société».

«Une génération vivace et active, capable de produire».

«Il y a un grand problème de valeur c'est la débauche»...

Qui sont nos jeunes? Quelles sont leurs aspirations? Leur situation par rapport aux études, l'emploi, le chômage, l'argent, les loisirs, la famille...?

L'enquête inédite L'Economiste-Sunergia (la 3e du genre après celles de 2006 et 2011), réalisée auprès de plus de 1.600 jeunes, se penche aussi sur leur avis concernant l'héritage, l'homosexualité, les relations sexuelles hors mariage, l'avortement, le port du hijab... Autant de sujets qui construisent (ou déconstruisent) notre société.

A travers cette enquête, on découvre aussi qu'il n'y a pas une jeunesse mais des jeunes avec des clivages qui divisent en fonction des origines sociales et culturelles et des orientations sociétales.

La place des jeunes dit bien comment la société se conçoit elle-même. Ils sont une aubaine quand elle bouge. Mais lorsqu'elle reste figée dans des modes de fonctionnement archaïques, ils sont exclus et marginalisés. Une «*saga*», rythmée de difficultés d'insertion, de manque de confiance dans les institutions politiques, d'inégalités des chances... C'est aussi la grande démotivation, le désespoir et la colère. Ils se disent «*délaissés par l'Etat et prêts à partir*».

Reste que les temps changent et les jeunes arrivent, quand même, à arracher au passage de nouvelles marges d'autonomie. L'explosion des réseaux sociaux leur a permis d'ouvrir des fenêtres d'expression. Contre vents et marées, cette génération tente aujourd'hui de dessiner le Maroc de demain.

Période de nombreuses illusions, la jeunesse est aussi faite d'aspirations, de quête de nouveaux modèles et de choix. Elle a soif de s'engager, a besoin d'être écoutée et de trouver sa place dans un monde qu'elle veut aussi construire. Elle le crie haut et fort. □

Meriem OUDGHIRI

■ Rêve d'un Maroc meilleur	II, IV et VI	
■ Etudes: Leur premier problème, le manque d'engagement des profs!	VIII-IX	
■ Emploi: Les jeunes ont soif d'entreprendre!	X-XI	
■ Politiques actives de l'emploi: 2023 sera l'année du début de la rupture	XII-XIII	
■ Chômage des jeunes: Sekkouri fait le point sur les projets	XIV	
■ Un cinquième des 15-30 ans en dehors de tout!	XVI-XVIII	
■ Argent: On compte toujours sur papa-maman	XIX	
■ Conso: Smartphone, mon amour!	XX	
■ Pour s'informer, ils préfèrent les réseaux sociaux	XXI	
■ Sport, culture, loisirs: Une jeunesse en mal de distraction	XXII	
■ Green attitude: Tous écolos, ou presque...	XXIV	
■ Consommation de drogues: Une génération clean?	XXV	
■ Avortement, relations sexuelles hors mariage, homosexualité... Les tabous ont la peau dure	XXVI-XXVII	
■ Jeunes et politique: Toujours fâchés!	XXVIII-XXIX	
■ Perception de l'avenir: Ils restent optimistes, malgré tout	XXX-XXXI	
■ Conjoint(e) idéal(e): Elle sexy mais voilée, lui «ould nass»	XXXII	





La jeunesse rêve d'un Maroc plus équitable

■ Santé, sécurité, hôpital public qui marche, une lutte plus engagée contre la corruption, la pauvreté, la délinquance...

■ La plupart se disent optimiste quant à leur avenir, surtout les plus jeunes

■ Démotivation, désespoir et colère... Les laissés-pour-compte ont un vif sentiment d'être délaissés et sont prêts à immigrer

LES chiffres sont éloquentes mais surtout très révélateurs ainsi qu'en témoigne la dernière enquête des jeunes menée par le cabinet Sunergia pour le compte de L'Economiste. Le sondage mené auprès de plus de 1.636 jeunes, dont plus des 2/3 sont des urbains, affiche les ambitions et les rêves de la jeunesse marocaine actuelle, ses angoisses et ses perspectives d'avenir. Un travail de fourmi réalisé par les analystes de Sunergia sur une période s'étalant du 18 au 29 juillet 2022 et qui concerne les générations Z (63%) et Y (37%).

Le but de cette vaste enquête est de mieux comprendre leurs valeurs, leurs préoccupations et leur positionnement sur des grands enjeux de société. La plupart des conclusions convergent et montrent les aspects d'une nouvelle génération plus recentrée sur elle-même accordant davantage d'attention à son avenir.

Ancrage familial

Pour la majorité des jeunes sondés, la famille occupe aussi une place très importante. Ils font confiance à leur famille qui est leur premier et unique soutien, contrairement aux politiques dont ils ne se préoccupent guère.

Qui sont nos jeunes aujourd'hui, en quoi croient-ils, comment imaginent-ils leur vie, à quoi prétendent-ils ou quelles sont leurs valeurs morales ou religieuses? Autant de questions et bien plus encore leur ont été administrées afin de pouvoir



Le but de cette vaste enquête est de mieux comprendre leurs valeurs, leurs préoccupations et leur positionnement sur des grands enjeux de société. La plupart des conclusions convergent et montrent les aspects d'une nouvelle génération plus recentrée sur elle-même accordant davantage d'attention à son avenir. L'enquête a été menée sur un échantillon de 1.636 jeunes issus du public (85%) et du privé (15%)

dresser le profil d'une jeunesse hétérogène, tantôt désenchantée, tantôt optimiste, mais avec le même sentiment en filigrane, celui de vouloir contribuer au développement de son pays. Ils ont entre 15 et 30 ans et en fonction de leur extraction et de leur âge, leurs rêves bifurquent vers des chemins différents. Il y a ceux qui voient la vie en rose, et ceux qui la peignent d'une couleur plus sombre ou plus réaliste. Cependant, interrogés sur la manière dont ils se projettent d'ici 5 à 10 ans, les jeunes paraissent plutôt optimistes, surtout les plus jeunes d'entre eux, qui aspirent à une vie meilleure qu'aujourd'hui, surtout financièrement. Ce sont ces leviers sur lesquels l'Etat et toutes les parties prenantes doivent travailler: ce fameux optimiste encore «forcené» dont seule l'innocence peut encore faire preuve.

Sentiment de sécurité

Profitons de la grandeur de leurs rêves, faisons les choses en grand. Ils veulent un Maroc meilleur, qui leur donne le sentiment d'exister et d'être protégés. C'est d'ailleurs la mission même d'un Etat. Ils veulent un hôpital public qui marche, un accès plus facile aux soins, une lutte plus engagée contre la corruption, la pauvreté, la délinquance. Ils veulent travailler, se sentir en sécurité, avoir une qualité de transport public. Ils veulent plus de libertés individuelles, de tolérance et de libertés aux femmes... Ils veulent des mentalités qui bougent et tellement d'autres choses à découvrir dans notre dossier.

En attendant que leur pays atteigne ce niveau de maturité tant espéré, la plupart veut partir à l'étranger pour étudier et immigrer. Si, après leurs études (et/ou job) à l'étranger, la majorité des 15-25 ans compte revenir vivre au Maroc, avec une meilleure situation financière, cela n'est pas le cas des actifs urbains et ruraux chez qui l'on ressent fortement cette notion d'attachement à la terre mère. Mais que l'on ne s'y trompe pas, il s'agit plus de crainte de l'étranger et d'inconnu que de véritable envie de rester au Maroc, ainsi que le soulignent leurs réponses. «L'aspect financier mis à part, les principales raisons évoquées par

(Suite en page IV)





AU CARREFOUR DES DÉFIS RELEVÉS PAR L'AFRIQUE

L'Université Mohammed VI Polytechnique est un pôle de recherche, d'innovation, d'éducation et d'entrepreneuriat, qui aspire à devenir un pont solide entre le Maroc, l'Afrique et le monde.



L'UM6P applique une approche de formation par la pratique, le "learning by doing" et développe de solides partenariats avec des universités de classe mondiale, afin de promouvoir le leadership et la formation dans des domaines de recherche ciblés. En contribuant à la formation d'une nouvelle génération de chercheurs, d'entrepreneurs et de leaders, l'UM6P s'engage à positionner le Maroc



et l'Afrique à la pointe de la technologie et des sciences humaines.

L'Université Mohammed VI Polytechnique aspire à devenir une université de classe mondiale, engagée, et activement impliquée dans la formation de leaders dans les domaines des sciences, de la technologie et des sciences humaines.





La jeunesse rêve d'un Maroc plus équitable

(Suite de la page II)

ceux qui s'opposent à l'idée d'étudier hors du Maroc sont le manque de maturité et la crainte du racisme pour la cible urbaine, et des contraintes et pressions familiales pour le rural». Un souci



qui ne se pose pas pour les étudiants du privé dont la majorité (lycéens et étudiants) aimeraient poursuivre leurs études à l'étranger, «pour mieux apprendre et gagner en qualité de vie», comme le souligne ce jeune lycéen du privé, «J'aimerais vivre seul pour apprendre à m'assumer et avoir une expérience de vie».

Et s'ils ont envie de partir, c'est parce qu'ils ne sont pas satisfaits de la qualité de l'enseignement qui leur est prodigué, aussi bien dans le public que dans le privé. Mais c'est, bien évidemment, le public

FRANCE

qui trinque le plus, car perçu de façon plus négative: «manque d'implication et de professionnalisme des enseignants, lacunes et baisse du niveau scolaire liées à la crise du Covid, conditions d'apprentissage difficiles liées à des effectifs d'élèves/étudiants trop nombreux et perturbateurs, et manque de proximité des établissements scolaires dans le rural».

Un point qui rassure tout de même, de voir que la jeunesse, malgré toutes les sirènes de l'étranger, affiche un certain discernement. Et surtout qu'ils comptent participer à l'édification et au développement de leur pays. Une attitude qui devrait être prise très au sérieux par les responsables actuels afin de recentrer encore plus leurs efforts sur un

• Les laissés-pour-compte: Des «désabusés»!

CES jeunes, un peu plus du quart de l'échantillon, sont des «désabusés» qui vivent des situations précaires. En crise financière (moins de 500 DH par mois) et sans emploi, ils sont désabusés. Ils sont pour la plupart assistés par leurs parents qui eux-mêmes ne disposent pas de moyens mirobolants, ou bien vivent de petits jobs sans envergure, alors que leur principal objectif est d'avoir un travail qui paye bien pour aider leurs parents. D'ailleurs, la plupart ne disposent pas de compte bancaire et n'épargnent jamais parce qu'ils n'ont pas les moyens de le faire. Et leurs achats se réduisent à des choses élémentaires à la qualité aléatoire... Que font-ils alors de leur temps? En tout cas, ni sport, ni événements culturels, ni vie associative. Leurs loisirs sont à l'image de leur style de vie et se limitent à faire des activités manuelles et visiter leur famille. Ils sont

réseaux sociaux avec une Tube et Facebook. Produire sa consommation? convertis, premiers touts Réduction de la consommation d'eau, d'électricité, gestes de préservation sont, chez eux, quotidiens, plus par nécessité que par choix du fait qu'ils sont les premiers à souffrir de sécheresse et de pollution. Alors, pour oublier leur misère, ils cherchent refuge dans les paradis artificiels. Tous disent avoir consommé toutes les formes de substances toxiques telles que la cigarette, la chicha, l'alcool, le cannabis et autres drogues dures, et consomment régulièrement la cigarette, alcool et le cannabis. Contrairement aux trois groupes précédents, la politique, ils en sont totalement insatisfaits (74% d'entre eux) et c'est le groupe de personnes qui vote le plus (24% tout de même), car le plus touché par les inégalités. Ils auraient souhaité que la classe politique se penche plus sur leur cas et leur offre des parades convenables contre la pauvreté, améliorer leur pouvoir d'achat et trouver de l'emploi. Mais ils ne sont pas dupes: si un jour la chance leur sourit, ils investiraient à coup sûr dans l'immobilier, suivant l'adage populaire «cacher l'argent dans la pierre». Et malgré l'optimisme qu'ils affichent quant à leur avenir, ils n'ont qu'un rêve c'est quitter le Maroc. En ce qui concerne les relations homme-femme, le mariage oui et rapidement (autour de 27 ans), mais pour tout le reste, attitude inflexible. Pas d'union avec un non-musulman, prison pour les relations hors mariage (donc pas d'hébergement dans un hôtel si non mariés), l'homosexualité et l'avortement. Et la femme, bien sûr, doit porter le hijab. Ils font toujours la prière. □

26%

• Les jeunes en construction: «Peace», et ultra connectés

IL s'agit des «Teenagers» de 15-16 ans, pour la majorité des périurbains et vivant dans un standing populaire (de CSP moyenne et inférieure «C- et D E»). Ils sont plutôt «peace», et ultra connectés... et encore malléables. Mi-rebelles, mi-geeks et surtout pantoufflards, ils se transbahutent en groupes et comptent indéfectiblement les uns sur les autres. Déjà, et c'est un bon point, ils affirment n'avoir jamais consommé de drogues, ni même de cigarettes! A l'instar des jeunes du monde, ils sont ultra connectés, totalement accros aux réseaux sociaux, en tous genres. Mais cela ne les empêche pas non plus de «bringuer» avec les potes religion ou de tabous, nos ou voyager. En matière de teenagers sont pétris de complexités: même si pour eux l'héritage devrait être égal entre les femmes et les hommes, ils perpétuent la vision classique du mariage (pas d'extra en dehors du mariage). Premier paradoxe: une femme sexy mais «enturbannée» (hijab) et surtout vierge pour se marier. L'homme, lui, peut pratiquer la polygamie, sans problème. Des idées reçues et tranchées, à un âge, où leurs référents sont encore très influencés par l'environnement familial. En revanche, ils confessent ne faire la prière que de temps en temps ou rarement. L'école pour eux, ça va plus ou moins. Même s'ils déplorent le manque d'engagement des professeurs et la surcharge des devoirs, ils avouent aussi leurs difficultés d'apprentissage, et manque de concentration. Cependant, ce n'est pas pour autant qu'ils s'imaginent aller faire leurs études ailleurs. Le Maroc, ils y sont ils y restent. D'ailleurs, ces Tanguy en herbe, ne se voient même pas quitter le domicile parental. Le mariage pour eux, ce n'est pas avant 30 ans, le temps de se faire de bonnes études et gagner «plein d'argent». Leurs priorités pour les mois à venir sont plus orientées vers l'accomplissement de bonnes études qui leur permettraient d'obtenir une situation financière satisfaisante. A quoi ils rêvent? Un Maroc plus équitable qui assurerait une meilleure justice et sécurité aux citoyens et leur offrirait logement et emploi. En qui croient-ils? Surtout pas les politiques dont ils ignorent même les noms. Ils s'en fichent comme d'une guigne, autant que des considérations environnementales. □

30%



cadre d'enseignement et d'évolution adéquats pour ce terreau fertile et volontaire. Ces jeunes pousses sont les relais de

dans un monde qui change à une vitesse ahurissante et pour lequel ils doivent être armés. L'entreprise doit également participer à cette dynamique de construction, car si aujourd'hui, 7 jeunes sur 10 sont globalement contents de leur travail, il faut aussi tenir compte des insatisfaits. Ceux-ci représentent le tiers des

593 jeunes actifs de l'échantillon et relèvent surtout des classes C- et DE. Les raisons tiennent en particulier à l'insuffisance des salaires par 79% d'entre eux.

Sonnette d'alarme

Alerte rouge, en revanche du côté des jeunes chômeurs à surveiller de près et pour qui il faudrait confectionner des plans sur mesure au risque d'un débordement. Ces derniers ressentent «une grande démotivation, du désespoir et de la colère. Ils ont le vif sentiment d'avoir été délaissés par l'Etat marocain et sont prêts à immigrer quelle que soit la destination». Un d'entre eux, dans sa déclaration, livre son désarroi,

(Suite en page VI)



Pour financer votre business,

Fin-Créa,

votre plateforme **100% digitale et gratuite**,
de mise en relation des **porteurs de projets**
avec les banques.

Découvrez la plateforme



www.fincrea.ma



* Accès réservé aux projets primo-accedant au crédit bancaire,
sous réserve du respect des conditions d'éligibilité.



تمويلكم
TAMWILCOM

CONSTRUIRE L'AVENIR
www.tamwilcom.ma



La jeunesse rêve d'un Maroc plus équitable

(Suite de la page IV)

voire même plus, sa désillusion: «*La situation est lamentable et irréparable et notre souci est de quitter le pays car on a baissé les bras, on n'y croit plus*». Comme d'autres qui s'accordent à dire que le gouvernement est là, «*pour servir ses intérêts et non les intérêts du peuple*». Des propos forts qui devraient secouer les consciences.

Il n'est donc nullement étonnant de voir que les jeunes ne sont absolument pas intéressés par la ou les politiques, auxquels ils n'accordent ni foi ni crédit. Une indifférence affichée par tous les groupes, à part les laissés-pour-compte, très remontés contre cette classe. Ils sont d'ailleurs les seuls à aller voter pour tenter de changer le cours des choses...

La jeunesse d'aujourd'hui s'entend bien avec sa famille, qu'elle respecte et dont elle semble avoir hérité des atavismes religieux. En matière d'individualisme «*moral*», les jeunes d'aujourd'hui accordent tous une grande importance à la

religion et à la famille. A ce titre, la solidarité familiale reste entière, car la famille demeure un refuge moral et affectif et surtout assure un équilibre financier. D'ailleurs plus de 81% de l'échantillon vit encore chez ses parents. Et de plus, «*les 25-30 ans ont de meilleures relations avec leurs parents que*

les plus jeunes générations (sentiment de reconnaissance, générosité, envie de partage vs incompréhension due à la différence générationnelle)», nous apprend le rapport.



On retrouve la notion de couple parental dans leurs réponses concernant les relations personnelles, et l'idée qu'ils se font de leur conjoint. Des intolérances et des rêves d'adolescents. Pas question de céder sur l'égalité de l'héritage, punition des relations sexuelles hors mariage, de l'homosexualité, de tout ce qui

ne serait pas conforme à la religion. Sinon pas de hijab pour les classes aisées, mais il devient une «*obligation*» pour les ruraux et les chômeurs.

Et tout une longue liste de contradictions et convictions à découvrir au long de cette enquête que nous vous livrons de façon détaillée, avec des regards externes de spécialistes. On y ressent cette amertume de la partie de la jeunesse qui se sent délaissée, et qui veut se faire entendre coûte que coûte. Elle représente une urgence aujourd'hui.

Clés de lecture

On retrouvera également, dans certaines réponses des sondés, des différences criantes, et l'objet de cette enquête n'est pas de mettre en porte-à-faux une classe par rapport à une autre, mais de trouver ensemble le moyen de libérer leur potentiel certain et de mettre à profit leur rage de s'en sortir et de réussir. Pour une meil-

leure lecture et compréhension de la densité des chiffres, l'enquête a réparti les jeunes par typologie, créant ainsi 4 sous groupes, «*Les jeunes en construction*», «*l'intelligentsia MarocK'aine*» (en référence au film Marock qui avait à l'époque profilé les différentes facettes de la jeunesse dorée), «*Les ambitieux*», et enfin «*Les laissés-pour-compte*». Autant de clés de lecture pour décrypter les nouveaux profils qui représentent le Maroc d'aujourd'hui et de demain, les comprendre, et leur offrir des bases plus saines pour s'épanouir. Ces données, qui sont un véritable trésor, permettront également aux autorités compétentes, au monde des affaires, aux établissements bancaires et autres de mieux affiner leurs offres et programmes pour coller à la réalité du terrain. Une synergie d'efforts à mettre ensemble en place pour réussir le challenge de la jeunesse, en lisant bien leur mode d'emploi. □

Radia LAHLOU

• L'intelligentsia Marock'aine: Les «Upper east siders»

CE sont des jeunes adultes d'un autre monde, d'une autre catégorie sociale, «*A B et C+*». Ce sont les «*Upper east siders*», qui sont nés avec «*une cuillère en argent dans la bouche*». Super branchés, ils ont entre 21 et 26 ans, et habitent chez leurs parents même s'ils préféreraient habiter seuls et nec plus ultra parlent plusieurs langues et pratiquent des sports de riches comme le tennis ou l'équitation, ou encore du fitness dans des salles de sport. Ce sont des épicuriens qui aiment voyager sortir et faire la fête. Ni l'alcool ni les drogues douces ou encore les cigarettes ne les dérangent, et ils avouent en consommer sans problème.

Pas de tabous non plus, tolérante. Ils sont contre sexuels ou de l'avortement sexuelles hors mariage. haitent être en couple, mais ne La polygamie pour eux est d'un autre âge tout comme la virginité de la femme comme condition indispensable pour le mariage. Ils se mariaient avec un étranger(e) et comme les teenagers ils déplorent l'interdiction de l'hébergement d'un couple dans un hôtel sans acte de mariage. Ayant été éduqués dans des systèmes scolaires privés et évolué dans un environnement familial différent, ils ne se reconnaissent pas vraiment dans les programmes politiques, ni dans la société. En matière d'emploi, ils préfèrent travailler dans une entreprise étrangère où ils se sentent plus valorisés et compris. Leurs loisirs sont davantage orientés vers la pratique du sport, la lecture, l'écoute de la musique, partir au cinéma, et jouer aux jeux sur console. Basket-ball, handball, tennis, natation, équitation, fitness et musculation... c'est la frange de l'échantillon qui pratique le plus de sport. Et qui assiste souvent à des événements culturels, tels que des concerts, du cinéma, des expositions, des projections et des conférences. En matière de médias, ils sont aussi ultra connectés que leurs cadets. En revanche, ils n'ont aucune connexion avec les politiques. □

15%

pour cette catégorie plutôt la pénalisation des hommes ainsi que des relations D'ailleurs, la plupart soupas se marier dans l'immédiat.

• Les ambitieux: Des graines d'entrepreneurs

CE sont des jeunes plutôt «*sobres*», respectant leurs prières, qui se contentent de ce qu'ils ont dans la plupart des cas. Issus majoritairement des régions du Sud, et parlant berbère, arabe ou anglais, ils ont quasiment tous la fibre entrepreneuriale. L'école, pour eux, c'est trop compliqué ou trop loin. Et si études il devait y avoir ce serait en France, en Espagne ou en Turquie. Cela dit, ils préfèrent créer leur propre entreprise ou le cas échéant travailler dans une firme étrangère. D'ailleurs, ceux d'entre eux qui exercent déjà une activité professionnelle s'en disent «*très heureux*».

Plutôt dociles et réservés, jeunes du Sud reproduisent sans opinions tranchées, ces probablement le schéma parental. Aussi, vivent-ils chez papa et maman, et n'ont pas de véritable envie de vivre seuls. En revanche, ils se mettraient bien en couple sans mariage. Un peu paradoxal avec la vision fermée qu'ils ont de cette institution, puisqu'ils sont pour la pénalisation des relations sexuelles hors mariage, l'hébergement d'un couple non marié dans un hôtel et exigent la virginité comme condition sine qua non pour l'union sacrée. Pas non plus question d'avortement, ni d'égalité dans l'héritage. Les jeunes femmes, elles, imaginent «*leur homme*» avec une situation financière stable et surtout une forte personnalité. Alors que les jeunes hommes, et peut-être est-ce une spécificité de la région, n'imaginent pas forcément épouser une «*flèche*» au niveau études. Ils s'attardent particulièrement sur l'extraction sociale et l'indépendance financière et surtout la piété de leur future conjointe. Leur vie sur les réseaux sociaux, c'est le grand écart: les méga accros et les pas accros du tout, mais tous en reconnaissent l'impact négatif. D'ailleurs, en matière d'achat, ils affirment ne pas être conditionnés ou manipulés par les «*influenceurs*». Rien de tel pour eux qu'une bonne partie de basket, du footing, ou du fitness, sports qu'ils pratiquent avec assiduité. Ils font un peu d'associatif, participent à quelques événements culturels, mais ne jouent jamais à des jeux de hasard. Une petite vie pépère, dans laquelle il n'y a pas de place pour la politique. □

26%



CITROËN



NOUVEAU SUV CITROËN C5 AIRCROSS AUSSI GÉNÉREUX QUE VOUS



TABLETTE 10" AVEC NAVIGATION
ACCÈS ET DÉMARRAGE MAINS LIBRES
JANTES EN ALLIAGE 18" DIAMANTÉES

À PARTIR DE

1 590 DHS*
/MOIS

CRÉDIT GRATUIT DISPONIBLE

POUR PLUS D'INFORMATIONS,
VEUILLEZ CONTACTER LE

08 02 00 43 45



* OFFRE NON CONTRACTUELLE. SOUMISE À CONDITIONS.



Etudes: Premier problème, le manque

■ **56% souffrent de complications, surtout les étudiants du supérieur**

■ **Le tiers relève avoir du mal avec des programmes chargés**

LA majorité des 15-30 ans sont passés par l'école et l'université publiques. Globalement, 85% y ont effectué leurs études, selon la dernière enquête L'Economiste-Sunergia. Les nantis sont plus nombreux à avoir intégré un système payant, avec une part de 36%, soit plus du double de la moyenne de l'échantillon.

Si l'on regarde du côté des segments (voir pages II, IV et VI), «l'intelligentsia marock'aine» sort du lot. Ce groupe où l'on recense le plus de jeunes issus de classes aisées et moyennes supérieures est pratiquement réparti en deux. Près de la moitié (48%) de cette catégorie a été scolarisée dans le privé. Casablanca-Settat et Béni Mellal-Khenifra sont les régions qui enregistrent le plus d'élèves et d'étudiants inscrits dans un système payant, avec une part autour de 20%. Les ruraux, sont

25% présentent des difficultés d'apprentissage

Obstacles rencontrés		Total
1	Manque d'engagement des professeurs	43%
2	Complexité du programme	33%
3	Ecole loin de la maison	31%
4	Je trouve des difficultés pour apprendre	25%
5	Manque de concentration	18%
6	Surcharge des devoirs	10%
7	Autre	10%

Source: L'Economiste-Sunergia

Le manque d'engagement des profs arrive en tête des difficultés, suivi de la complexité des programmes et de l'éloignement des établissements. Le quart des jeunes confie, par ailleurs, avoir des difficultés à apprendre. Une part considérable

ceux qui y ont le moins évolué (6%). Mais quel que soit le modèle, la plupart des jeunes avancent rencontrer des difficultés dans leurs études.

Entre les «un peu» et «beaucoup» de difficultés, l'on comptabilise une part de 56% (respectivement 39% et 17%). Seuls 44% affirment ne pas vraiment en souffrir. Les étudiants du supérieur sont ceux qui relèvent le plus leur malaise vis-à-vis de leurs études: 61%, contre 51% pour les lycéens. Par classe sociale,

les jeunes appartenant aux ménages les plus démunis, et qui ont généralement le moins accès à des cours de

soutien, font davantage part de leurs difficultés (58%, contre 50% pour les plus riches). Pareil pour les ruraux, comparativement aux citadins (61% contre 53%). La partie qualitative de l'enquête relève un plus fort degré de mécontentement vis-à-vis de l'enseignement public.

En tête des difficultés citées par les jeunes, le manque d'engagement des enseignants. Plus de quatre sur dix l'ont pointé du doigt (voir illustration). Chez les 17-18 ans, normalement en terminale, et les 25-26 ans, ce pourcentage monte à 50%. Globalement, ce sont les lycéens qui le dénoncent en force (47%, contre 39% pour les étudiants du supérieur). Ils évoquent notamment leur absentéisme, et les «conflits» dans lesquels ils s'engagent, impactant de manière négative leurs élèves.

44% souhaitent étudier à l'étranger, d'abord en France

Pays visé	Total	Homme	Femme
Maroc	56%	61%	51%
France	21%	18%	24%
Espagne	3%	4%	3%
Canada	10%	9%	12%
USA	5%	5%	5%
Pays africain	0%	0%	
Turquie	2%	2%	3%
Japon	1%	1%	2%
Autre pays asiatique	1%		1%

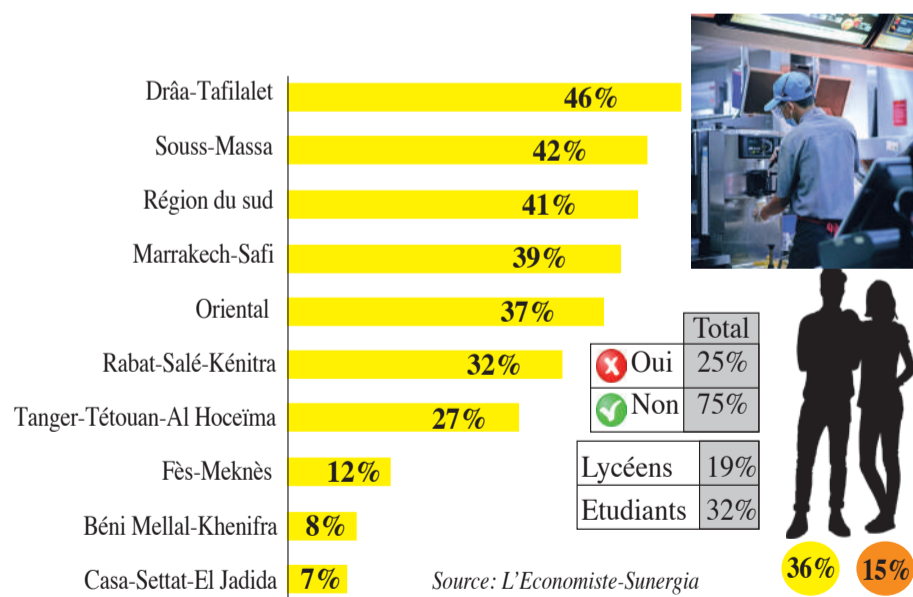
Source: L'Economiste-Sunergia

PRÈS de 44% des jeunes sondés rêvent de poursuivre leurs études à l'étranger, qu'ils soient étudiants ou lycéens. Deux grandes destinations se distinguent: La France et le Canada, suivies des Etats-Unis et de l'Espagne. Les jeunes femmes penchent un peu plus pour des études à l'international. Par âge, les 21-22 ans et les 29-30 ans sont les plus tentés. Par région, les habitants du Sud sont les plus nombreux à porter ce projet (61%). Du côté des classes sociales, les nantis choisissent majoritairement l'étranger (52%). Par segment, «l'Intelligentsia marock'aine» et les «ambitieux» sont à 60% partant pour faire le voyage,

contre 26% des jeunes «en construction» et des «laissés-pour-compte».

Ils y voient de nombreux avantages, à commencer par une meilleure qualité d'enseignement et des diplômes valorisés sur le marché du travail. Cela représente aussi à leurs yeux une opportunité d'indépendance et d'autonomie, et de découverte de nouvelles cultures et mentalités plus «tolérantes». Les lycéens souhaitent rentrer au Maroc après leur expérience à l'international, alors que leurs aînés préfèrent s'installer à l'étranger. Les ruraux, quant à eux, optent pour la plupart pour une formation professionnelle après le bac, afin d'apprendre rapidement un métier. □

Un quart a essayé des jobs étudiants



UN jeune sur quatre s'est déjà adonné à des jobs étudiants. Les habitants du Sud et de l'Oriental sont ceux qui ont le plus expérimenté ce type de boulots. Près de la moitié des jeunes du Drâa-Tafilalet ont déjà travaillé durant leur temps libre, contre seulement 7% de ceux de Ca-

sablanca-Settat-El Jadida, pourtant au cœur de la capitale économique. Par segment, les «ambitieux» se distinguent, avec une part de 42%, contre 11% des «jeunes en construction», 21% de «l'Intelligentsia marock'aine» et 29% des «laissés-pour-compte». □

d'engagement des profs!

Les étudiants du supérieur, eux, soulignent à la fois le manque d'engagement et de professionnalisme de leurs professeurs. Les citoyens et les habitants du centre en parlent également davantage. Du côté des jeunes aisés, plus souvent scolarisés dans le privé où les profs sont contraints à la discipline et mus par des prérogatives d'efficacité et de rentabilité, le tiers évoque ce problème.

La deuxième contrainte liée aux études concerne la complexité des programmes, soulignée par le tiers des sondés. Les 29-30 ans (60%, soit le double de la moyenne globale), avec plus de recul et de maturité que les autres, sont plus nombreux à la mettre en avant. Par classe socio-

ment sur le cumul de stress lié à l'examen du bac et à la pression des familles. Ceux du privé insistent sur le manque d'orientation et d'encadrement pour le choix des études post-bac, tandis que ceux du public regrettent les lacunes cumulées durant la période Covid. Les étudiants

du supérieur font pratiquement part des mêmes travers, en rajoutant le manque de «*crédibilité*» du système privé, avec des notations ne reflétant pas la réalité, et les conditions difficiles à l'université, surtout dues aux sureffectifs. □

Ahlam NAZIH



■ **«Ma prof nous envoyait ses cours en PDF sur WhatsApp, et nous demandait de les copier, sans rien expliquer»**
lycéen (public rural)

■ **«On n'est pas bien encadré ni orienté au Maroc. Et après le bac on le ressent, et on se dit que peut-être on aurait dû faire des études différentes»**
étudiant (privé)

conomique, les riches (37%) s'en plaignent davantage que les autres, pointant du doigt la charge de travail que cela implique, surtout dans le privé. Par région, les habitants du Sud (42%) sont les plus critiques par rapport à cet aspect.

Trois jeunes sur dix peinent, par ailleurs, avec la distance qu'ils doivent parcourir pour arriver à l'école. Dans le monde rural, près de la moitié met en avant ce frein. 25% souffrent, en outre, de difficultés d'apprentissage. Cette part considérable, témoignant des lacunes du système d'enseignement, passe à 33% chez les plus jeunes (15-16 ans), à 29% en milieu rural, à 31% dans les régions du centre (42% à Casablanca-Settat) et à 32% auprès des jeunes dont le ménage bénéficie d'un revenu compris entre 4.000 et 6.000 DH.

Les focus groups de la phase qualitative dévoilent d'autres contraintes. Les lycéens s'expri-



7 Filières à l'ère du digital



Ingénieur Cloud et IOT



Data Engineer



Ingénieur Innovation et AMOA



Ingénieur Confiance Numérique



Ingénieur des Systèmes & Services Numériques



Ingénieur Smart Information & Communication Technology



Ingénieur Développement des Services Numériques

DIGITAL INNOVATION BY INPT

www.inpt.ac.ma

fb.com/www.inpt.ac.ma

instagram.com/inptrabat



Emploi: Les jeunes ont



Le travail indépendant séduit. Le statut d'auto-entrepreneur attire 32% des jeunes, le secteur public 29%, alors que l'entreprise privée est citée par 20% seulement.

■ Près du tiers préfère le statut d'auto-entrepreneur

■ Les salaires et le stress sources de mécontentement

JEUNES et emploi! Voilà un thème qui mobilise les politiques depuis plusieurs années. Les jeunes sont plus touchés par le chômage et leur conception du rapport au travail a beaucoup évolué. Mieux comprendre les générations Y et Z permet de mieux les intégrer et tirer parti de leurs différences. Cela permet aussi de réajuster les politiques qui leurs sont dédiées.

Notre enquête sur les jeunes recèle pas mal de surprises. D'abord, près de 7 jeunes sur 10 sont globalement contents de leur travail actuel. Pas trop de différence entre ceux qui sont «tout à fait contents» et ceux qui ont opté pour un «plutôt oui». Cinq sur dix des «tout à fait contents» travaillent dans une entreprise appartenant à leurs familles et 37% ont des contrats à durée indéterminée. L'analyse des

statistiques révèle que la proportion des «contents» est importante auprès des femmes, des jeunes âgés de 19 à 22 ans et ceux qui font partie des classes AB et C+.

même si l'écart par rapport à la génération Y n'est pas très important.

Les insatisfaits représentent le tiers des 593 jeunes actifs de l'échantillon. Ils relèvent surtout

de faire quelque chose de plus épanouissant. Certains témoignages font état d'une surcharge de travail sans contrepartie financière: «Il m'arrive de travailler plus de 8 heures sans être payé sur les heures supplémentaires. Je subis pour éviter les confrontations avec mes supérieurs», soulignent des jeunes actifs urbains. D'autres parlent «d'exploitation»: «Je suis prof et je trouve qu'on nous exploite au maximum. On exige de nous de faire des heures supérieures aux élèves, de surveiller et corriger les examens, tout cela avec un même salaire».

Globalement, les résultats diffèrent selon le profil: l'Intelligentsia Marock'aine, les ambitieux et les jeunes en construction ainsi que les laissés-pour-compte. Quatre segments dominés par la génération Z beaucoup plus que par la génération Y. Mais elles sont toutes les deux connues pour être en quête de sens et sont sensibles à l'équilibre entre vie personnelle et vie professionnelle. Ce qui nécessite une adaptation de la politique RH et du mode de management dans l'entreprise. Les DRH et les spécialistes sont conscients que les nouvelles

Qui pense quoi de son emploi (Globalement, êtes-vous content de votre travail actuel?)					
	Total	Homme	Femme	Génération Z	Génération Y
Tout à fait	32%	31%	34%	34%	31%
Plutôt oui	37%	36%	39%	39%	36%
Plutôt non	22%	23%	19%	18%	24%
Pas du tout	9%	10%	7%	9%	9%
Total	100%	67%	33%	36%	64%

Avec des taux respectifs de 34% et 39%, les «tout à fait contents» et les «plutôt oui» sont plus importants auprès de la génération Z

des classes C- et DE. Les raisons tiennent en particulier à l'insuffisance des salaires par 79% d'entre eux! Dans une enquête, ReKroute.com a relevé que pour les jeunes diplômés sans aucune expérience, le salaire est très bas: la majorité percevait moins de 4.000 DH/mois en 2017. Une minorité touche entre 8.000 et 10.000 DH/mois (14%) alors que ceux qui sont à plus de 10.000 DH représentent à peine 7%.

Autres raisons avancées par les insatisfaits: le stress, le besoin de voir autre chose, ou encore, celui



soif d'entreprendre



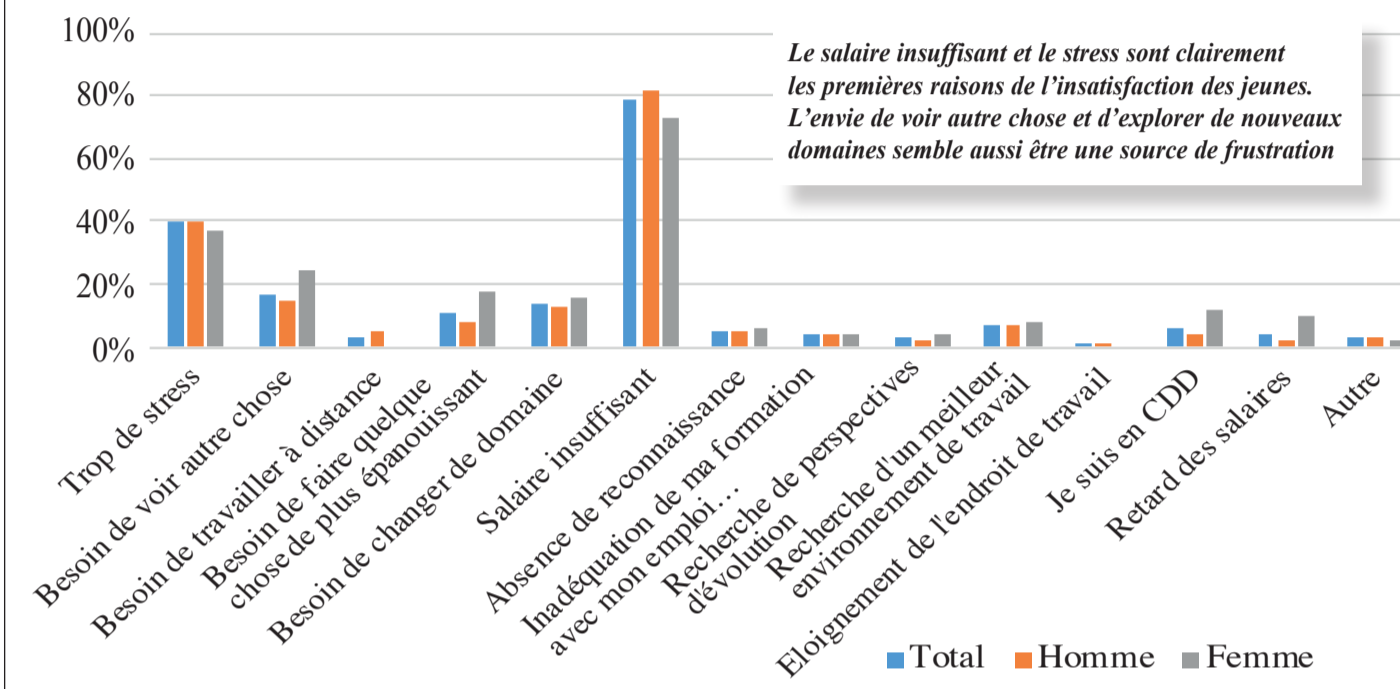
est citée par 20% seulement.

Selon l'enquête Sunergia / L'Economiste, les «contents» sont majoritaires auprès de l'intelligentsia Marocaine (90%) et des ambitieux (80%). Les premiers optent pour un emploi dans une entreprise, de préférence étrangère, et l'idéal pour eux est de s'installer à leur propre compte en tant qu'auto-entrepreneurs (39%). Après des jeunes ambitieux, l'entrepreneuriat est prisé puisque 69% trouvent plus intéressant de monter leur propre business: 33% en tant qu'auto-entrepreneurs et 36% dans d'autres professions. Les jeunes en construction et les laissés-pour-compte sont favorables à l'emploi respectivement dans le publique et dans l'entrepreneuriat (auto-entrepreneur). □

Khadija MASMOUDI

Pourquoi les jeunes sont déçus

Le salaire insuffisant et le stress sont clairement les premières raisons de l'insatisfaction des jeunes. L'envie de voir autre chose et d'explorer de nouveaux domaines semble aussi être une source de frustration



génération ne se plieront pas avec le temps aux pratiques actuelles et n'entreront donc pas dans le moule.

La grande tendance qui se dé-

gage de l'enquête est celle de la montée du travail indépendant. Ce qui renvoie au début de la fin du salariat comme modèle unique. En

tout cas, tous profils confondus, le statut d'auto-entrepreneur attire 32% des jeunes, le secteur public 29% alors que l'entreprise privée

«Je veux être libre car je n'aime pas être gérée, je veux avoir la liberté d'agir et de faire mes propres choix»

Active urbaine

«Les Marocains ont moins de considération vis-à-vis de leurs salariés alors que les étrangers considèrent les efforts de l'employé»

Actif urbain

«Travailler pour les autres est une forme d'esclavage et par conséquent on est lésé dans nos droits»

Actif urbain

«Mon activité a baissé depuis la crise sanitaire et par conséquent ma rentabilité aussi. Et maintenant s'ajoute l'inflation et donc c'est à peine si je m'en sors, parfois je ne gagne rien»

Actif rural

«Les entreprises étrangères motivent plus leur personnel. Elles organisent des voyages, et des challenges pour donner l'envie à l'employé de travailler»

Actif urbain

«Il m'arrive de travailler plus de 8 heures sans être payé sur les heures supplémentaires. Je subis pour éviter les confrontations avec mes supérieurs»

Actif urbain



Politiques actives de l'emploi: 2023

■ **Les programmes actuels doivent être complétés et enrichis**

■ **«Aucune catégorie ne doit être oubliée»**

■ **La voie du salut pour les NEET passe par la formation professionnelle**

- **L'Economiste: Le chômage des jeunes est important, des programmes sont mis en place. Que faut-il revoir au niveau des mécanismes déployés?**

- **Youness Sekkouri:** Selon le mécanisme déployé, la révision doit porter sur le contenu, le ciblage, les modalités de mise en œuvre ou la gouvernance. En matière de gouvernance, une meilleure convergence entre les politiques et les initiatives, ainsi qu'une synergie et une coordination entre les différents intervenants sont à opérer, notamment au niveau territorial et plus exactement régional. Des instances régionales et provinciales chargées de la promotion de l'emploi et de l'inclusion économique sont à asseoir, moyennant une réunification des multiples instances créées à l'occasion de la mise en place de programmes ou de projets. Un plan régional de promotion de l'emploi et de développement de l'inclusion économique est à arrêter, il sera la feuille de route quinquennale qui consolidera les différents programmes et initiatives en veillant sur les questions de conver-

gence et de synergie. Il s'agit là d'une évolution de taille. Si nous admettons que l'emploi est local ou il ne l'est pas tout simplement, il faudra donc disposer de dispositif locaux et régionaux de l'emploi. Ces dispositifs se feront avec la collectivité locale région. Nous avons un historique sur ce registre, les chiffres ne sont pas très importants mais une expérience territoriale existe et nous comptons la consolider et surtout lui donner une portée différente. Pour être plus précis, des réunions avec les présidents de régions sont prévues, la première se tiendra avec la région de Rabat pour nous assurer que les moyens que nous mettons en œuvre correspondent aux besoins et qu'un pilotage régional soit bel et bien mis en œuvre dans le respect de l'avancée de notre pays en matière de décentralisation et de déconcentration.

- **La mise en œuvre des programmes est souvent critiquée.**

Comment procéder?

- Nous devons d'abord mettre en place des contrats cadres avec les régions avec des objectifs en matière d'insertion, des secteurs

- **Chaque catégorie a des besoins spécifiques. Prévoyez-vous des programmes sur-mesure?**

- Aucune catégorie ou population ne doit être oubliée, des offres de services et des mesures incitatives spécifiques sont à déployer. Il s'agit notamment des populations rurales, des femmes inactives, des personnes en situation de handicap, des migrants régularisés et des réfugiés, des NEET et des chercheurs d'emploi non diplômés. Lors du dernier conseil d'administration de l'Anapec, nous avons approuvé un plan de réingénierie de l'offre en matière d'intermédiation pour s'occuper des «lâchés-pour-compte». Cette catégorie est importante et nous comptons l'accompagner au même titre que les autres catégories qui affichent des besoins différents. L'idée pour nous est d'être sûr d'offrir des possibilités pour ceux qui veulent l'emploi salarié comme ceux qui veulent tenter l'entrepreneuriat. La nouvelle offre de services de l'Anapec sera dévoilée avant la fin de l'année.

- **Comment rendre les offres plus accessibles?**

- Au niveau du contenu, les programmes actuels sont à compléter et enrichir et cela rejoint la logique du ciblage évoquée. Nous sommes en train de finaliser la qualification de nouvelles mesures incitatives à l'emploi pour les difficilement insérables, des primes d'appui au recrutement pour les TPE, des indemnités au profit des entrepreneurs débutants et bien d'autres possibilités. Le plus important est de pouvoir rendre nos offres accessibles et impactantes, avoir le courage

Youness Sekkouri, ministre de l'Intégration économique, de la Petite entreprise, de l'Emploi et des Compétences: «Nous sommes en train de finaliser la qualification de nouvelles mesures incitatives à l'emploi pour les difficilement insérables, des primes d'appui au recrutement pour les TPE, des indemnités au profit des entrepreneurs débutants et bien d'autres possibilités» (Ph. L'Economiste)



prioritaires mais aussi en matière d'auto-emploi. Ces contrats cadres n'ont pas pour objectif seulement d'afficher les objectifs mais surtout d'interpeller les acteurs locaux pour que la commande soit injectée localement (investissement public) mais également des projets d'investissements privés. Il n'y a pas de leurre, l'emploi est tributaire d'une dynamique économique qu'il faut créer ou accompagner à l'échelle régionale. Ensuite, une simplification des procédures et un développement du digital sont à effectuer, les jeunes d'aujourd'hui sont difficilement mobilisables en mode présentiel. Le coût des entretiens de placement est élevé pour des jeunes résidant dans des localités éloignées. C'est pour cela que nous avons donné plus de moyens organisationnels à l'Anapec en créant une direction à part entière pour s'occuper de la digitalisation des services de l'emploi et l'entrepreneuriat. Un travail est en cours pour un portail de services avancé.



LES GRANDES SIGNATURES SONT DANS L'ECONOMISTE

Personnalités du monde de la finance,
des affaires et de la politique
Éminents chercheurs,
penseurs et universitaires

livrent tous les jours leur analyse du monde

L'ECONOMISTE

LA RÉFÉRENCE
AU QUOTIDIEN

sera l'année du début de la rupture

de reconnaître que des programmes n'ont pas fonctionné et connecter nos prestations aux besoins réels de nos jeunes, des femmes, des populations vulnérables mais également de ceux qui affichent une ambition et une croyance dans un avenir meilleur. Ce travail nous a pris environ 6 mois, des équipes se sont mobilisés pour le préparer. L'année 2023 sera celle du début de la rupture en matière de politiques actives de l'emploi.

- Quel traitement pour les NEET? Comment restaurer la confiance des jeunes?

- La solution à apporter aux NEET, ces jeunes âgés de 15 à 24 ans qui ne sont pas à l'école, ne suivent pas une formation et ne sont pas actifs «*au travail ou à la recherche d'un emploi*», dépend de leurs profils. L'effectif de cette population est passé d'environ 2 millions de personnes en 2010 à environ 1,5 million en 2021. Ce qui représente 26% des jeunes âgés de 15 à 24 ans. Cette population est composée de 73,4% de jeunes femmes dont 41,3% sont mariées et 65,7% ont un diplôme. En milieu rural, environ 81,7% de cette catégorie sont des jeunes femmes. Environ 12,6% sont en âge de scolarisation dans l'enseignement secondaire qualifiant (âgés de 15 à 17 ans). Apporter des solutions à la problématique des NEET passe par une multitude d'actions et d'initiatives: réduire, voire éradiquer le décrochage scolaire (les NEET âgés de 15 à 17 ans. Voir plus), développer une offre de formation professionnelle diversifiée et attractive (les NEET sans diplôme et sans qualifications), et renforcer la proximité des établissements de formation professionnelle ou développer les structures d'hébergement pour attirer les filles qui constituent les 3/4 des NEET et qui ne peuvent pas se déplacer au-delà de quelques kilomètres de leur domicile à partir d'un certain âge.

A cela s'ajoutent le développement d'espaces emploi de proximité et les programmes d'insertion économique des jeunes portant aussi bien sur l'emploi salarié que sur l'entrepreneuriat. Ces différentes actions qui sont intégrées dans les feuilles de route des départements concernés (éducation nationale, formation professionnelle, inclusion économique, petite entreprise et emploi...) doivent être renforcées par des programmes

de développement de la culture du travail et de sensibilisation des parents et des familles, en s'appuyant sur des témoignages de cas de réussite.

- Des dispositifs dédiés seront-ils déclinés?

- Nous serons en mesure d'annoncer des programmes spécifiques

«Le plus important est de pouvoir rendre nos offres accessibles et impactantes, avoir le courage de reconnaître que des programmes n'ont pas fonctionné et connecter nos prestations aux besoins réels de nos jeunes, des femmes, des populations vulnérables»

NEET qui n'ont jamais été pris en charge de façon structurelle par les anciens gouvernements. L'INDH fournit pleins d'exemples de réussite qui inspirent notre démarche. A titre d'exemple, la formation par apprentissage constitue une voie importante à emprunter, nous voulons afficher

une ambition réelle pour tripler, voire quadrupler les 30.000 apprentis aujourd'hui qui alternent entre 20% dans la formation et 80% chez l'employeur. Nous voulons leur offrir un cadre plus attrayant pour faire en sorte que cette population – majoritairement constituée de personnes ayant quitté l'école – puisse retrouver de l'espoir.

La voie du salut pour les NEET passe par la formation professionnelle. Ce secteur a connu beaucoup d'avancées, mais elles se sont focalisées jusque-là sur les stagiaires de catégorie technicien et technicien spécialisé. Ceux qui relèvent de la spécialisation ou de la qualification ne sont

pas vraiment au cœur de l'effort qui est fourni par les opérateurs du privé comme du public. Ces derniers correspondent aux NEET, aux personnes ayant décroché tôt et qui basculent vers la précarité. Notre démarche vient mettre en œuvre la feuille de route royale qui donne l'importance à toutes les catégories. Pour cela un business model est à mettre en place, les 4.500 dirhams dépensés aujourd'hui par stagiaire dans le cadre de l'apprentissage ne correspondent pas à la réalité, le leadership auprès des entreprises et des coopératives pour accueillir des stagiaires de cette catégorie nécessite une vraie impulsion et l'animation du réseau des acteurs est encore à améliorer. Nous avons travaillé depuis juin dernier sur une nouvelle offre que nous comptons mettre en place en 2023 pour remédier aux problématiques rencontrées. □

Propos recueillis par
Khadija MASMOUDI

Emploi des femmes

Une stratégie nationale d'inclusion économique en préparation

POUR l'inclusion économique de la femme qui passe par l'amélioration de son taux d'activité et son taux d'emploi, plusieurs initiatives et actions ont été entreprises, tient à préciser le ministre. Tout d'abord, une offre de l'Etat visant la réduction du coût de travail des travailleurs de maison, ce qui permettra la promotion de l'emploi de la femme, ainsi que le soulagement des femmes en activité et l'incitation d'autres à travailler. «*Cette offre a été actée dans le cadre de l'accord social du 30 avril 2022 et nos équipes planchent dessus. Nos simulations avec le ministère des Finances portent sur 100.000 à 150.000 travailleuses (rs) de maison et nous travaillons pour en faire un vrai levier du travail de la femme*».

L'offre de l'Etat porte également sur l'encouragement des crèches au niveau des entreprises ayant conclu des conventions collectives de travail dans le cadre du dialogue social. «*A cet égard, nos équipes avec ceux du ministère de la Jeunesse – qui a la tutelle sur les crèches – sont en train de monter une offre*». Sur un



autre plan, un programme qualifié de «*très ambitieux*» a été lancé, Min Ajliki, avec la coopération belge en mai dernier pour l'entrepreneuriat féminin. «*Ce laboratoire de test nous permettra une généralisation en 2023- 2024 pour un nombre important de femmes. Mais le plus crucial reste le code du travail qui doit ouvrir la voie pour le travail partiel, forme de travail privilégiée par beaucoup de femmes*». A cet égard, une première mesure importante a

été opérationnalisée sans attendre le code du travail de juillet 2023, à savoir l'adoption par le conseil d'administration de la CNSS d'une résolution visant la réduction de la durée de travail ouvrant droit à une pension de retraite de 3.240 à 1.320 jours, ce qui ouvrira la voie au travail à temps partiel.

Ces initiatives et actions seront renforcées et structurées dans le cadre d'une stratégie nationale d'inclusion économique de la femme, en cours de préparation avec l'appui du BIT et d'ONU Femmes. Elle s'articulera en particulier autour de la conciliation entre la vie professionnelle et celle familiale de la femme, le développement de programmes de formation et d'employabilité de proximité et la promotion de l'entrepreneuriat féminin. S'y ajoute le déploiement de programmes de communication et de sensibilisation envers les familles et au sein de la société en général, sur l'importance de l'inclusion économique de la femme et ses retombées sur la scolarisation des enfants et l'amélioration du revenu de la famille. □



Chômage des jeunes

Sekkouri fait le point sur les projets



■ Suivi des projets d'investissement, entrepreneuriat

■ Une stratégie nationale de l'emploi ficelée

«**A**U regard des déficits cumulés en matière d'emploi et d'inclusion économique en général, toutes les initiatives dans tous les pays seraient insuffisantes pour résorber les effectifs très élevés des jeunes à la recherche d'une insertion économique dans l'immédiat ou sur le court terme». Pour Youness Sekkouri, ministre de l'Intégration économique, de la Petite entreprise, de l'Emploi et des Compétences, l'essentiel est d'engager l'inversion du processus, tout en donnant de l'espoir à travers des programmes concrets et accessibles, des initiatives sur le terrain et surtout une vision qui prend en compte l'ampleur du sujet, et qui mobilise des moyens «sans précédent» pour améliorer la vie de nos concitoyens à travers l'emploi. Le gouvernement tente d'apporter des réponses multi-échelle à travers plusieurs actions. Celles-ci sont en cours de consolidation dans le cadre d'une stratégie nationale de l'emploi dont les contours sont arrêtés et que le gouvernement va activer de façon prononcée et institutionnalisée. Cette stratégie englobe les composantes des politiques actives et passives, de l'emploi ainsi que la consécration de la prééminence de la centralité de l'emploi dans l'acte d'investir public et privé. Tour d'horizon des différentes actions.

■ **Les bons résultats d'Awrach**

Un programme d'emploi d'urgence et à grande échelle pour insérer environ 250.000 personnes dans le cadre de chantiers provisoires dans toutes les localités du pays est mis en place. «Après juste



Gouvernement et partenaires sociaux se sont fixé comme objectif juillet 2023 pour sortir le nouveau code du travail

6 mois de son lancement effectif, il se confirme comme étant une vraie réussite». Plus 85.000 personnes dont 25% de femmes ont pu toucher leurs salaires dans le cadre de chantiers réels et l'objectif de cette année en matière d'insertion dans les chantiers sera atteint, indique Youness Sekkouri. Plus de 5.000 associations ont été mobilisées pour réaliser les chantiers provisoires. Ce programme «a apporté son lot d'innovation à l'action de l'Etat à travers notamment la consécration du travail décent. Toute personne ayant travaillé dans le cadre d'Awrach touche le plein Smig, est déclarée à la CNSS et de ce fait peut faire valoir ces droits en matière de couverture sociale et d'allocations familiales selon les lois en vigueur». Un concept nouveau a été mis en place, il s'agit de «l'école chantier». Cet espace prévu dans les chantiers ou à proximité a permis de former plus de 30.000 personnes pour augmenter leurs chances d'insertion post-Awrach. «Ces résultats démontrent que notre pays est capable de déployer dans des délais très courts, des programmes d'en-

vergure, pilotés localement avec une gouvernance exemplaire», souligne le ministre. Et d'ajouter «ceci n'est pas le fruit du hasard, nous avons effectué une tournée dans les 12 régions en 56 jours qui nous a permis entre novembre et décembre 2021 de collecter les besoins et capturer les priorités telles qu'exprimées par les 5.000 acteurs territoriaux que nous avons rencontrés».

■ **Des programmes innovants**

Le gouvernement a tenu à la mise en place de programmes innovants dans les emplois à caractère social qui présentent un vivier non négligeable, environ 100.000. Il s'agit par exemple du nouveau cadre de travail mis en place avec le ministère de l'Education nationale et la Fondation pour le préscolaire. «Ce partenariat, entériné le printemps dernier, nous a permis de doubler les budgets pour permettre aux personnes recrutées (ou prérecrutées)

de disposer d'une formation de qualité afin de les préparer aux métiers d'éducateurs pour le préscolaire», soutient Sekkouri. Pour lui, ce secteur présente un intérêt quantitatif et qualitatif de taille. En effet, l'abaissement de l'âge des scolarisés à 3 ans de façon progressive interpelle pour préparer les compétences et les emplois dans ce secteur. «Notre approche a été donc d'appuyer les efforts des acteurs en intervenant dans le business model – déjà fragile financièrement – pour compléter les financements et ne pas fléchir sur la qualité de la ressource humaine nécessaire à l'éducation des enfants des Marocains».

■ **Un code du travail nouvelle génération**

La prise de notre responsabilité pour imaginer «un code de travail» de nouvelle génération. C'est à mon avis, l'action de fond que ce gouvernement est en train de préparer pour libérer les énergies du marché de l'emploi dans le cadre de ce qu'on appelle les «politiques passives de l'emploi». Le ministre reconnaît qu'il n'a pas été facile de négocier avec les syndicats et le patronat d'inscrire une date engageante pour sortir le nouveau code du travail. Juillet 2023 est la date cible en vertu de l'accord social signé le 30 avril 2022. Pour lui, il s'agit d'une petite révolution, qui consiste à dresser une feuille de route datée pour arriver à un accord sur la question la plus épineuse de notre ère: comment organiser le marché du travail, quelle agilité, quelle flexibilité, mais aussi comment garantir le travail décent, comment s'assurer que les droits sont respectés? □

Khadija MASMOUDI

Package investissement et offre de compétences

UNE offre de service a été élaborée et que l'Anapec va déployer incessamment afin d'accompagner l'effort d'investissement des grandes comme des petites et moyennes entreprises dans le recrutement. «Nous focalisons l'intervention de l'Etat dans le cadre d'un package qui couvre aussi bien l'investissement que l'offre en compétences». Pour y arriver, il a fallu réformer l'Anapec. Une réforme approuvée depuis juillet 2022 et qui a permis de doubler la taille de l'agence. «Les résultats tangibles ne sont pas encore visibles, mais nous y arrivons sous peu. Notre objectif est de dépasser le plafond de verre de 100.000 insertions que réussit l'Anapec aujourd'hui pour aller chercher le million d'emplois affiché comme objectif dont 500.000 emplois dans le cadre de la dynamique de l'investissement sous l'impulsion de notre Souverain». □

Un small business act for jobs

L'ACTIVATION de l'autre levier de l'emploi qui est l'entrepreneuriat a poussé à une réflexion de fond et le ministère compte proposer un «small business act for jobs». «Nous voulons consulter les acteurs pour nous assurer qu'aucune catégorie n'est oubliée en partant des auto-entrepreneurs jusqu'à la petite entreprise en passant par la micro-entreprise et la très petite entreprise». Des mesures concrètes et une offre de service complète sont prêtes et devraient être présentées durant l'année 2023. □

CAM PAY

PAYEZ SANS CONTACT AVEC VOTRE TÉLÉPHONE



www.creditagricole.ma



CREDIT
AGRICOLE
DU MAROC



Un cinquième des 15-30 ans en dehors de tout!

■ 19% ne sont ni à l'école, ni en formation, ni en entreprise

■ Cette part de «nini» monte à 52% chez les «laissés pour compte»

■ 37% ne cherchent même pas d'emploi, surtout les femmes et les 27-30 ans

NI à l'école, ni en formation, ni en entreprise, c'est le cas d'une large frange de la jeunesse marocaine. Ces «nini», ou NEET en jargon technique, demeurent peu étu-

diés, peu suivis et peu ciblés par les politiques publiques. Ils se comptent par millions. Du côté des 15-24 ans, ils sont autour de 1,7 million (le taux varie chaque année entre 26 et 29%), selon les statistiques du HCP. Chez les 15-29 ans, il faut rajouter près d'un million, soit 2,7 millions. Ce réservoir de jeunes, au lieu de représenter une aubaine démographique pour le Maroc, s'apparente plus à une bombe sociale. La dernière enquête L'Economiste-Sunergia sur les jeunes marocains, réalisée auprès d'un échantillon de 1.636 participants de 15 à 30 ans en

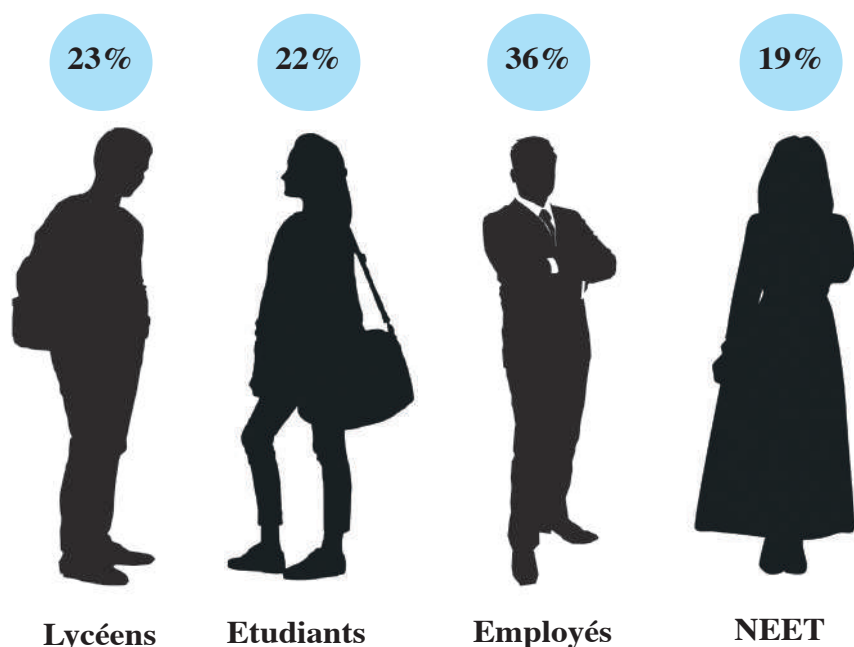
juillet 2022 (voir page II, IV et VI), a permis d'identifier une part de 19% de «nini». Près d'un jeune sur cinq âgé de 15 à 30 ans est donc actuellement en dehors de tout système. Les deux tiers sont des femmes. Les NEET sont plus nombreux parmi le groupe des «laissés pour compte», où ils représentent plus de la moitié (52%). Ce segment est celui qui compte le plus de 27-30 ans, de catégories défavorisées, d'habitants du Nord et de l'Est (Tanger-Tétouan-Al-Hoceima et l'Oriental) et de ruraux. Chez les autres groupes (jeunes en construction, intelligentsia marock'aine et les ambitieux) la part des «nini» qui échappent à tous les radars varie entre 5 et 8%. Parmi les 19% qui se déclarent sans aucune occupation étudiante ou professionnelle, 37% ne

transition et 5,1% sont en situation de maladie. L'étude Panel des ménages de l'ONDH menée en 2019, fixe la part des NEET à 28,5% parmi les 15-24 ans, dont à peine 25% sont à la recherche active d'un emploi. Selon l'enquête L'Economiste-Sunergia, les plus âgés sont ceux qui cherchent le moins. 53% des 27-28 ans et 64% des 29-30 ans n'entreprennent aucune démarche, contre 14% des 19-20 ans et 24% des 21-22 ans. Pareil pour les femmes dont plus de la moitié ne pense pas à se trouver un job, contre seulement 10% des hommes. D'ailleurs, sur les 37% qui ne cherchent pas, plus de 90%

crocher un rapidement. Seuls 18% sont convaincus d'y parvenir dans de courts délais, tandis que 20% n'arrivent pas à se prononcer. Les «laissés pour compte» et les «jeunes en construction» sont les plus pessimistes. Les premiers, ayant probablement enchaîné les déceptions ne se font plus d'illusions quant à leurs chances de s'insérer sur le marché du travail. Les deuxièmes, eux, parmi les plus



Où sont les jeunes?



Source: L'Economiste-Sunergia

Près de la moitié de 15-30 ans (45%) sont à l'école ou en formation dans un établissement supérieur. Plus du tiers (36%) sont insérés en milieu professionnel. Quelque 19% ne sont nulle part. Parmi cette dernière catégorie, 63% sont à la recherche d'un emploi. Les 37% restants ne préfèrent pas entrer en activité

cherchent même pas d'opportunité de travail. Il peut s'agir de jeunes complètement découragés après plusieurs tentatives inabouties de recherche d'emploi, en transition, en inactivité volontaire... D'après l'enquête réalisée par l'Observatoire national du développement humain (ONDH) en 2020, en partenariat avec l'Unicef, auprès des 15-24 ans, plus de 54% des NEET sont des femmes au foyer rurales à responsabilités familiales et 25% sont des citoyens découragés, tandis que 7,5% sont des inactifs volontaires, 7,8% sont en période de

transition et 5,1% sont en situation de maladie. L'étude Panel des ménages de l'ONDH menée en 2019, fixe la part des NEET à 28,5% parmi les 15-24 ans, dont à peine 25% sont à la recherche active d'un emploi. Selon l'enquête L'Economiste-Sunergia, les plus âgés sont ceux qui cherchent le moins. 53% des 27-28 ans et 64% des 29-30 ans n'entreprennent aucune démarche, contre 14% des 19-20 ans et 24% des 21-22 ans. Pareil pour les femmes dont plus de la moitié ne pense pas à se trouver un job, contre seulement 10% des hommes. D'ailleurs, sur les 37% qui ne cherchent pas, plus de 90%

Profil type du «nini»

- Femme (66%)
- Âgé entre 23 et 30 ans (74%)
- Célibataire (54%)
- Sans enfants (69%)
- Aucune activité
- Réside en milieu rural (61%)
- A étudié dans le public (97% au primaire)
- N'est pas allé plus loin que le primaire ou le collège (52%)
- Cherche du travail (63%)
- Préfère l'auto-entrepreneuriat ou la fonction publique (32% et 30%)
- N'a pas de revenu ou vit avec moins de 500 DH/mois (59%)

Source: L'Economiste-Sunergia

sont des femmes. Par catégorie socio-professionnelle, les jeunes appartenant aux classes aisées sont ceux qui s'adonnent le moins à des prospections pour trouver un poste. La moitié ne s'active pas, contre le tiers des plus défavorisés. Financièrement soutenus par leurs proches, ils peuvent se permettre de garder plus longtemps leur statut de «nini». En revanche, pas de différence entre urbains et citadins.

Les 2/3 ne pensent pas pouvoir trouver un job rapidement

Les 63% des NEET qui cherchent un emploi sont majoritairement pessimistes. Environ 62% ne pensent pas pouvoir en dé-

jeunes et sans doute conscients de leur manque d'expérience et de qualification, savent que leur profil ne répond généralement pas aux besoins des entreprises. Du côté de «l'intelligentsia marock'aine», où l'on trouve le plus de femmes, de classes moyennes supérieures & aisées et d'urbains des régions du centre, la majorité avance manquer de visibilité (56%). Seuls 22% croient pouvoir obtenir un poste rapidement, et autant pensent le contraire.

Ils s'attendent à un 1er salaire de 2.755 DH

Le groupe des «jeunes ambitieux», rassemblant le plus d'habi-

(Suite en page XVIII)

Génération Z et employabilité, un modèle éducationnel au service de la réussite et du bien-être !

LA jeune génération, appelée Génération Z, constituant actuellement les cohortes d'étudiants en apprentissage et jeunes actifs, évoluera dans un monde professionnel en mutation rapide, caractérisé par plus de volatilité et d'incertitude. Ce dernier, de plus en plus exigeant et complexe, fait la part belle aux compétences humaines et comportementales. Ce monde professionnel du 21^{me} siècle se caractérise par une prédominance du rôle des nouvelles technologies, de la dématérialisation et de la numérisation avancée, mais aussi et surtout de l'agilité organisationnelle. Les entreprises agiles s'imposent comme le nouveau paradigme organisationnel, passant d'organisation constituée selon le schéma d'une machine procédurale à une organisation vivante sous forme d'organisme. Le schéma de gouvernance «top down» laissera progressivement place à une organisation où le management cocréera les orientations stratégiques et proposera l'environnement nécessaire à la création de valeur par les équipes opérationnelles, et ce, de bout en bout. Des experts mondiaux de l'éducation, travaillant en étroite collaboration avec un large éventail d'employeurs, ont identifié une série de compétences clés, considérées comme essentielles à la réussite professionnelle dans ce monde contemporain. Ces compétences sont di-

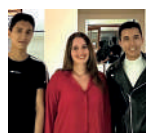
visées en cinq catégories: cognitives, métacognitives, personnelles, interpersonnelles ainsi que la conscience et pensée critique. De nombreux aspects de ces compétences ne peuvent être adressés selon le schéma éducationnel du 20^{me} siècle, en ce sens qu'une part importante de ces acquis se fait en dehors des salles de cours. Al Akhawayn a réussi durant ces 27 années d'existence, à produire un modèle en mesure de doter ses étudiants des qualités nécessaires à la réussite professionnelle ; la communauté des Lauréats de AUI en atteste fièrement aujourd'hui. 87% d'entre eux exercent au sein de grands groupes nationaux et internationaux à des positions clés, plus de 10 % ont opté pour l'entrepreneuriat créant pour certains des entreprises et start-ups reconnues à l'échelle internationale. 30 % des lauréats de AUI font carrière à l'international. Fort de ces constats et

en accord avec sa mission et ses valeurs, Al Akhawayn redéfinit en partenariat avec cette nouvelle génération, un modèle éducationnel adressant les défis du 21^{me} siècle en se concentrant sur deux aspects essentiels, le bien-être et l'épanouissement des étudiants ainsi que leur réussite. Ceci se traduit concrètement par la création d'une série de services visant à offrir les conditions nécessaires à la réussite académique tout en garantissant une

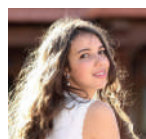
insertion professionnelle réussie que ce soit en entreprise ou bien dans l'entrepreneuriat. L'objectif affiché d'ici 2025 est que plus de 95% des étudiants AUI se voient offrir 3 opportunités d'emploi avant même de quitter les bancs de l'Université. Pour ce faire, AUI opère de manière précoce (dès la première année) un rapprochement avec des entreprises locales et internationales afin de proposer un accompagnement sur mesure, offert par des managers de haut vol (mentoring), une expérience professionnelle probante grâce aux programmes en alternance codéveloppés avec des organisations de renommée mondiale, mais aussi via un concept novateur, appelé « Hybrid Job », permettant aux étudiants de AUI de travailler sur de réelles missions de conseil rémunérées, au profit de structures internationales, et ce, dès la première année. AUI a également revu le format de son forum de l'emploi en passant du traditionnel « Job Fair » au « Speed Job Dating » dans l'optique d'une meilleure convergence entre les besoins des entreprises et les aspirations de cette nouvelle génération. Ceci implique un travail préalable de mise en corrélation des besoins exprimés par les partenaires de AUI avec les profils idoines ainsi que leur préparation et accompagnement pour passer avec succès toutes les étapes nécessaires à une insertion professionnelle réussie. Ce chantier majeur pour l'Université Al Akhawayn intègre pleinement les lauréats des précédentes générations devenus aujourd'hui des managers affirmés et reconnus ; ils contribuent généreusement en assurant du coaching et du mentoring aux étudiants, en apportant leurs expériences et expertises et en ouvrant leurs réseaux aux futurs lauréats de AUI. Concernant l'entrepreneuriat, AUI a développé une plateforme d'incubation, d'accélération et de financement de start-ups soutenue par des partenaires marocains et internationaux dont la renommée n'est plus à faire. Cette action s'est imposée comme étant fondamentale pour une génération résolument plus libre et entreprenante. Son but est de fournir une aide pour l'hébergement, le conseil en gestion et le financement afin que les jeunes entreprises innovantes puissent réussir les premières phases de leur vie avec succès.



■ « Nous avons développé un outil basé sur l'usage de l'intelligence artificielle permettant la transcription de vidéos en différentes langues vers la Darija ; notre ambition est de permettre au plus grand nombre de Marocains de consommer du contenu à forte valeur ajoutée. Le développement d'Annarabic a été permis grâce aux services fournis par AUI aux étudiants startups comme les sessions de mentoring qui nous ont pleinement aidés lors de la phase de monétisation de notre produit » **Ahmed Jaafari, Senior Student at School of Sciences and Engineering, Inass Benjama junior student at School of Business Administration, Ali Jaafari, ophomore student at School of Business Administration**



■ «Au terme de mes quatre années d'étude à Al Akhawayn, j'ai pu développer les compétences techniques et humaines qui m'ont doté de l'agilité nécessaire pour intégrer le monde professionnel en toute confiance et saisir les opportunités futures dans un monde en évolution constante et rapide. » **Ahd Kendoussi, Senior Student at School of Humanities and Social Sciences**





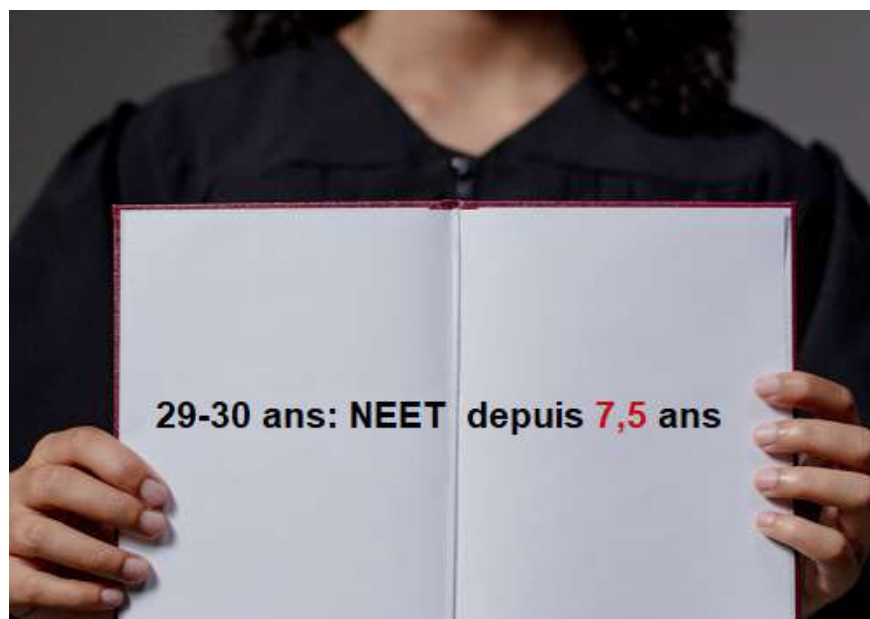
Un cinquième des 15-30 ans en dehors de tout!

(Suite de la page XVI)

tants des régions du sud, est le plus confiant. Un jeune ambitieux sur trois pense bénéficier d'un recrutement bientôt. Globalement, plus les nini sont riches, plus ils sont optimistes. Les femmes le sont plus que les hommes, et les urbains légèrement plus que les ruraux. Par région, les habitants du Nord et de l'Est sont les plus pessimistes. Près des trois quarts n'ont pas espoir de se faire embaucher rapidement. Ceux des régions du sud sont les plus optimistes, et ceux du Sud, les plus indécis. Les 18% qui croient en leurs chances de s'insérer le plus tôt possible en milieu professionnel s'attendent à un salaire moyen d'environ 2.755 DH. «*L'intelligentsia maRok'aine*» est celle qui prétend au plus gros salaire de démarrage, avec 4.282 DH, soit 55% de plus que la moyenne de l'échantillon. Elle est suivie des «jeunes en construction», qui fixent leur premier salaire à plus de 3.000 DH, des «ambitieux», avec plus de 2.950 DH, et enfin, les «lâchés pour compte», avec 2.607 DH. Pas de grande différence par genre ou par milieu de résidence, en revanche, plus le ménage est aisé, plus la pré-

Sans aucune activité en moyenne depuis 4 ans

LES NEET sont sans activité professionnelle ou autre en moyenne depuis 4 ans. Entre hommes et femmes, le gap est considérable. Les NEET masculins sont dans cette situation en moyenne depuis 2 ans, tandis que les femmes le sont depuis 5 ans. Les plus âgés, ayant entre 25 et 30 ans sont «-» depuis 5 ans et demi. Le record est enregistré auprès des 29-30 ans, qui endossent ce statut en moyenne depuis 7 ans et demi. Les ruraux le gardent depuis plus longtemps que les urbains (4,6 ans contre 3,1 ans). Les habitants du centre et du sud sont NEET depuis plus de 4 ans, soit pratiquement un an de plus que ceux résidant dans des régions du Nord et de l'Est. Ceux issus des ménages les moins favorisés sont en dehors de tout système en moyenne depuis 4 à 4,5 ans, contre 1,8 à 3,7 ans pour les plus riches. □



tention salariale est importante. Les plus nantis estiment leur rémunération de démarrage à 3.575 DH, contre 2.610 DH pour les plus démunis, soit +37%. En majorité faiblement qua-

lifiés, les NEET n'ont pas de grandes prétentions. Plus de la moitié (52%) de ceux recensés par l'enquête se sont arrêtés au primaire ou au collège. Uniquement 7% ont une licence

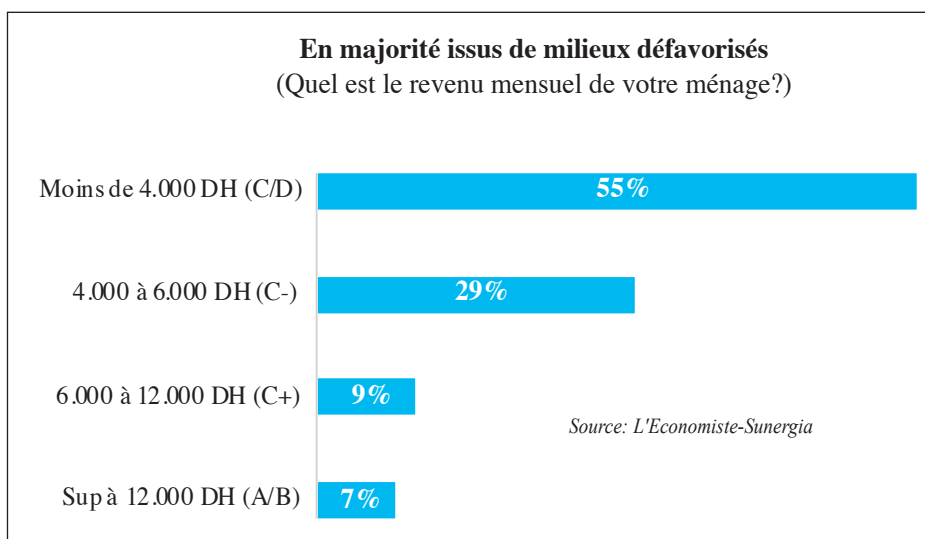
ou une maîtrise et 1% un master ou plus. Leur manque de qualifications les condamne généralement au sous-emploi et à la précarité. □

Ahlam NAZIH

A quoi ressemble leur vie

LA majorité des NEET de 15 à 30 ans évolue dans des conditions difficiles. Un sur six le confie. Ils habitent à 45% dans un village rural et à 31% dans une maison traditionnelle. La plupart d'entre eux vivent dans des ménages dont le revenu est inférieur à 4.000 DH par mois. Dans leur quotidien, ils privilégient les produits de qualité moyenne et à bas prix. A la question: «*comment qualifieriez-vous votre vie?*», seuls 9% répondent «*tout va bien*» et moins de la moitié «*moyennement bien*». Plus du quart avancent que leur condition n'est pas simple et 16% qu'elle est très difficile. Durant la période Covid, ils ont surtout souffert de difficultés financières.

Les deux tiers vivent chez leurs parents, même s'ils préfèrent majoritairement être seuls. Près de neuf sur dix avancent entretenir de très bonnes relations avec eux. Environ la moitié se fait exclusivement financer par ses parents, 29% par le conjoint et 11% par les frères et sœurs. 30% ne reçoivent aucun revenu et presque autant subsistent



avec moins de 500 DH par mois. Plus de huit sur dix ne disposent pas de compte bancaire. Dans ces conditions, difficile d'épargner, les trois quarts ne le font pas. Ceux qui y parviennent mettent généralement de côté entre 200 et 500 DH (40%), ou moins de 200 DH (38%) par mois. Ils s'y appliquent principalement pour faire face aux aléas de la vie (55%).

Une deuxième catégorie pense à préparer un projet, une grosse

dépense ou à faire fructifier son argent (36%). Seuls 9% le font pour pouvoir voyager.

Les deux tiers ne prévoient pas d'investir dans les deux à cinq prochaines années. Ceux qui y pensent visent en priorité un achat immobilier, une voiture ou un bijou en or. Pour financer leur investissement, ils envisagent le plus souvent de puiser dans leur épargne et de s'endetter auprès d'une banque. Certains pensent recourir à une

otantine ou à emprunter auprès d'un membre de leur famille. La moitié ne prévoit aucun achat dans les six prochains mois, tandis qu'un quart compte acheter un smartphone. 16% visent une moto.

Leur priorité pour les mois à venir est d'abord de trouver un emploi qui leur convient, gagner «*beaucoup d'argent*», fonder une famille et trouver un logement. Cela dénote de leur envie de gagner enfin leur autonomie. Malgré leurs contraintes, ils restent optimistes quant à leur avenir (82%).

Sept sur dix affirment n'avoir jamais consommé d'alcool, de cigarettes, de chicha ou de substances illicites. Dans leur temps libres ils pratiquent généralement du sport (la moitié ne le font jamais), regardent des films ou séries, écoutent de la musique ou se connectent à internet. 85% n'assistent jamais à des événements culturels et 94% ne sont engagés dans aucune activité associative, politique ou sociale. Six sur dix rêvent de s'expatrier. □

Argent: On compte toujours sur papa-maman

Ce qu'ils aimeraient faire s'ils avaient plus d'argent



- Pour ceux à qui leur argent ne leur suffit pas, avoir plus d'argent les aiderait notamment pour un **projet**, une **voiture**, ou **aider leurs proches**.
- Les **ruraux** sont davantage dans le **partage**, tandis que les **urbains** mentionnent davantage des **besoins personnels**.

Urbain



De l'argent supplémentaire servira à concrétiser des besoins personnels.

Lycéens :

- Les lycéens du public souhaiteraient plus d'argent pour **dépenser davantage** dans leurs sorties.
- Certains mentionnent également vouloir acheter des **produits de meilleure qualité**.

Etudiants :

- Quasiment l'ensemble des étudiants du public déclarent vouloir plus d'argent afin d'investir dans un **projet**.
- D'autres veulent l'utiliser pour acheter une **voiture**.

« Si jamais j'ai de l'argent de trop, je vais investir dans un projet. Il y a des projets qui ne demandent pas d'avoir de l'argent par exemple le E-commerce. » *Etudiant Public*

« Je vais donner les 2/3 à mon père et le 1/3 pour moi, je vais acheter des vêtements, des sorties, des fournitures scolaires » *Lycéen Rural*

« Je vais louer à proximité de l'hôpital Souissi de Rabat pour soigner ma mère ou bien je vais aller à Ouarzazate dans un hôpital installé par les coréens » *Actif rural*

« Je vais louer un local dans un bel endroit » *Actif rural*

Rural



L'argent supplémentaire sera utilisé pour aider leurs proches.

Lycéens :

- La majorité des lycéens du rural utiliseraient leur argent pour **aider leurs parents**.
- D'autres mentionnent des besoins personnels, comme les **sorties** avec leurs copains, acheter des **vêtements** ou des **fournitures scolaires**.

Actifs :

- Similairement aux lycéens, les actifs déclarent vouloir davantage d'argent pour **aider leurs proches**, ou les **gens dans le besoin**.
- La majorité citent un **investissement** dans leur **activité**, soit un meilleur local soit créer plus de produits.

■ 51% des jeunes se contentent de la solution «argent de poche»

■ 63% des sondés n'arrivent pas à épargner

■ Les constats diffèrent selon la classe sociale

D'OÙ vient l'argent des jeunes? D'une manière générale, la tradition de l'argent de poche perdure dans de nombreuses familles. 51% des jeunes sondés par l'enquête sont encore soutenus financièrement par leur famille. Ce sont les parents qui payent pour les études dans le privé et pour le reste (logement, nourriture, habits). Quelques jeunes arrivent à décrocher un job partiel et contribuent à payer quelques frais, mais le plus gros est

financé par les parents. «*Même si je travaille partiellement dans un centre d'appel, ma source de revenu reste mon père*», indique un étudiant en 3e année Bachelor. Ceux qui ont choisi les écoles publiques n'ont pas le choix, ne peuvent pas exercer un job partiel et sont pris en charge totalement par la famille.

Globalement, les lycéens et étudiants du privé jugent leur situation financière comme étant bonne, notamment grâce à l'argent de leurs parents, et les frais minimes qu'ils ont. Les lycéens et étudiants du public estiment que leur argent de poche est trop faible et ne leur suffit pas. Les actifs urbains trouvent leur salaire insuffisant. Les ruraux jugent leur situation très mauvaise, et qu'ils ont souvent besoin d'emprunter de l'argent pour subvenir à leurs besoins. Les inactifs se disent également dans une mauvaise situation financière. Les moyens dont les jeunes disposent varient des moyens de leurs parents et des milieux d'où ils viennent.

- L'Intelligentsia Marock'aine dont les pères sont des cadres moyens ou supérieurs, jugent leur situation financière bien aisée puisque leur argent provient majoritairement de leurs parents. Ce groupe compte davantage de jeunes âgés de 21 à 26 ans par rapport à la moyenne.

Ils habitent dans les régions urbaines centrales (Casablanca-Settat, Rabat-Salé-Kénitra, Tanger-Tétouan-Al-Hoceima). Ces jeunes disposent majoritairement d'un compte en banque, principalement chez AWB et CIH Bank. Ils comptent aussi sur les parents et les banques pour leur investissement futur, notamment dans l'achat d'une voiture, d'un bien immobilier, d'un lot de terrain et de la cryptomonnaie. Quant à leur propre épargne (plus de 1.000 DH par mois), ils l'utilisent pour préparer un projet ou un voyage.

- Les jeunes en construction, eux, n'épargnent jamais, car leurs parents dépensent pour eux et ils n'en ressentent pas le besoin, indiquent les sondés. Ce groupe compte davantage de jeunes âgés de 15 à 16 ans par rapport à la moyenne. Ils habitent dans les régions urbaines centrales (Casablanca-Settat, Fès-Meknès, Béni Mellal) en colocation dans un appartement de standing populaire. Si leur argent provient des parents, 30% parmi eux jugent leur situation financière relativement difficile. Contrairement à la première catégorie, ils n'ont pas l'intention d'investir à moins d'acheter une moto, et accessoirement, un voyage.

- Les ambitieux, des jeunes habitant les régions du sud avec différents profils socio-démographiques sont déjà

actifs mais leur situation financière est jugée à peine correcte. Leur argent provient majoritairement de leurs parents et d'un travail à temps partiel pour certains. Ces jeunes épargnent 500 DH par mois, principalement pour faire face aux aléas de la vie, mais aussi pour faire fructifier leur épargne. Ils rêvent de s'acheter une voiture à travers leur épargne. A noter qu'une bonne partie parmi eux souhaite émigrer en dehors du Maroc.

- Quatrième catégorie, les laissés-pour-compte qui représentent 26% des sondés. Cette catégorie regroupe davantage des jeunes de 27 à 30 ans par rapport à la moyenne. Au chômage, leur situation financière est jugée difficile d'autant plus que le salaire moyen avec lequel ils peuvent commencer un travail est le Smig. Ici encore et par manque de revenu, ce sont les parents qui aident ces jeunes. La plupart des sondés disent ne pas avoir de revenu, ou bien disposer de moins de 500 DH par mois, principalement de leurs parents ou de leur travail temporaire. D'ailleurs, ils ne disposent pas de compte bancaire et n'épargnent jamais, car leur revenu ne leur permet pas de le faire. 14% des jeunes n'ont pas de revenus et 17% d'entre eux affirment avoir moins de 500 DH de revenu. □

Badra BERRISSOULE





Conso: Smartphone, mon amour!

■ Téléphone portable, premier projet d'achat dans les 6 mois

■ 40% se disent regardants sur la qualité du produit malgré la crise

■ Emplettes en ligne, «pas question» pour 90%!

LA hausse significative des prix de ces derniers mois semble avoir impacté lourdement le rapport qu'entretiennent les jeunes d'aujourd'hui avec les biens de consommation. Pourtant, même moins lotis financièrement qu'auparavant, ceux-ci continuent de se montrer regardants sur la qualité, tout en accordant de l'importance à l'aspect fonctionnel du produit. C'est pour mieux cerner leurs habitudes d'achat que l'enquête L'Economiste-Sunergia a sondé un échantillon de 1.636 d'entre eux, sur la période allant du 18 au 29 juillet dernier.

A la question «*Quel est votre projet d'achat dans les 6 mois à venir?*» l'étude révèle que 26% des sondés – soit plus d'un quart – projettent de se procurer un smartphone et 19% tablent sur l'achat d'une moto. «*Dans un contexte de crise économique mondiale se répercutant sur le pouvoir d'achat des jeunes, l'on constate que les besoins prioritaires, tels que celui de se déplacer ou de communiquer, prennent le dessus sur les autres. L'on souhaite avant tout être connecté, joignable et mobile*», indique ainsi un sociologue. «*Force est de constater par ailleurs que 42% des jeunes interrogés déclarent ne rien prévoir d'acheter durant cette période, ce qui constitue une écrasante majorité*», ajoute le spécialiste.

L'on remarque également que près de 15% des jeunes de l'Intelligentsia Maroc'aine ont prévu d'acheter un ordinateur portable, contre 3% seulement des laissés-pour-compte. 10% de cette même catégorie financièrement bien lotie ont aussi précisé vouloir acheter du prêt-à-porter, contre 4% des jeunes en construction. «*Les jeunes de l'Intelligentsia Maroc'aine sont pour la plupart issus de milieux ai-*



Les jeunes d'aujourd'hui se limitent en termes d'achats à leurs besoins prioritaires, à savoir la communication et la mobilité. 26% des sondés projettent de se procurer un smartphone et 19% tablent sur l'achat d'une moto

sés et épargnent régulièrement, ce qui explique qu'ils peuvent se permettre ce type d'achat pour le moins

A l'inverse, 40% des sondés, dont 47% de jeunes urbains, 56% de jeunes de l'Intelligentsia et 47%

Diriez-vous que vous êtes une personne qui privilégie...

	Un produit de qualité moyenne et avec un prix bas	Un produit de qualité supérieure avec un prix plus élevé
Urbain	53%	47%
Rural	71%	29%
A B (Sup. à 12.000 DH)	43%	57%
C+ (6.000 à 12.000 DH)	57%	43%
C- (4.000 à 6.000 DH)	61%	39%
D E (- de 4.000 DH)	66%	34%
En construction	59%	41%
L'intelligentsia Maroc'aine	44%	56%
Les ambitieux	53%	47%
Les laissés-pour-compte	78%	22%
Total	60%	40%

Source: SUNERGIA ETUDES

onéreux», ajoute le sociologue.

L'enquête a également interrogé sa jeune cible sur le rapport qualité-prix des produits qu'elle projette d'acheter. Une question à laquelle 60% des sondés, dont 78% des jeunes habitant en zones rurales et 78% des laissés-pour-compte, ont répondu privilégier un produit de qualité moyenne avec un prix bas. «*Les laissés-pour-compte, issus pour la plupart du rural, ne disposent pas de revenus suffisants pour investir en achats de qualité. Disposant de moins de 500 DH par mois, ils se rabattent sur des produits fonctionnels et accessibles financièrement, ou renoncent au final à l'achat*», souligne l'expert interrogé.

des ambitieux, ont affirmé rechercher un produit de qualité supérieure avec un prix élevé. Un comportement qui s'explique par leur attrait pour les marques et la mode, des habitudes ancrées depuis leur enfance et liées au milieu social auquel ils appartiennent. «*Les jeunes de l'Intelligentsia ont besoin d'acheter des produits de luxe ou de premier choix. Cela représente pour eux un signe d'appartenance et de reconnaissance essentiel*», poursuit l'expert.

Dernier point abordé et non des moindres, le rapport des jeunes d'aujourd'hui avec la consommation en ligne. Ainsi, à la question «*Au cours de cette année, avez-vous effectué des achats en ligne?*», 73% des interviewés ont répondu «*non*», tandis que 27% ont acquiescé. Dans le détail, 62% des jeunes de l'Intelligentsia et 44% des ambitieux ont répondu oui, contre à peine 11% des laissés-pour-compte.

Parmi les types d'achats en ligne les plus envisagés, les vêtements dominent, représentant pas moins de 75%. «*J'achète essentiellement mes vêtements en ligne. Cela m'évite de faire les boutiques, ce qui représente une perte de temps et d'énergie considérable. C'est également plus économique sur le long terme. Enfin, cela m'évite la confrontation avec les vendeurs, cherchant bien souvent à m'influencer dans mes choix*», confie ainsi Tarik, cadre commercial de 30 ans habitant Casablanca. «*A contrario, je n'ai pas l'habitude d'acheter en ligne des produits électroménagers ou encore High-Tech. Ce type d'achat se veut rare et particulièrement coûteux, ce qui nécessite de se déplacer sur place pour faire son choix*», complète-t-il. L'étude révèle en effet que les achats High-Tech et électroménagers réalisés par les jeunes interrogés au cours de ces 12 derniers mois représentent 8% du total, ce qui demeure largement minoritaire.

Dans la même veine, le document dévoile que 90% des interrogés préfèrent acheter directement en magasin, dont 96% des laissés-pour-compte. «*Les jeunes urbains*



adoptent davantage l'achat en ligne que les ruraux, essentiellement parce qu'ils font davantage confiance en cette technologie, et que ce type d'achat est d'ores et déjà ancré dans leur culture», conclut l'expert. □

Karim AGOUMI

Pour s'informer, ils préfèrent les réseaux sociaux

■ Les modes de consommation des médias ont changé

■ Les jeunes ont accédé à de nouveaux espaces de liberté d'expression

■ Mais aussi à des terrains fertiles pour les fake news!

L'ENQUÊTE Sunergia-L'Economiste sur les différents comportements des jeunes a confirmé la tendance mondiale concernant la consommation des médias. Ainsi, les échantillons interrogés préfèrent davantage internet et les réseaux sociaux. Une transformation des comportements également associée à la génération Z qui préfère les images, les vidéos en direct, et les infographies. Ainsi donc, les jeunes Marocains sont en train de mener une métamorphose en profondeur des usages (voir tableau).

Le monde de l'information s'est transformé durant la dernière décennie. Les médias dit traditionnels que sont la télévision, la radio et les journaux perdent chaque jour des parts de marché au profit de médias issus des nouvelles technologies. Parmi ces derniers, les médias sociaux (Facebook, YouTube, Twitter) se sont fait, au fil des années, leur place auprès d'un public plutôt jeune. Il faut en effet tenir compte du fossé technologique qui se creuse entre les générations Y et Z et les modes de consommation de l'information. Les supports sur lesquels est proposée l'information ne sont plus tellement en phase avec ces générations. Les jeunes ne lisent presque plus les journaux (3%), recourent moins souvent à la télévision (33%) et n'écoutent pratiquement plus la radio (5%). Ils vont sur internet et sur les réseaux sociaux où se mêlent sites de qualité et experts des fake news. Le paradoxe, c'est que les jeunes veulent de la qualité, mais ne sont pas prêts à changer leur mode de vie. C'est donc aux grands médias de s'adapter à cette nouvelle génération et repenser leur offre, pour donner le droit aux jeunes d'avoir de nouveau accès à une information de qualité.

Pour l'heure, les États n'ont pas encore légiféré sur les contenus des médias sociaux. Nous pouvons apercevoir de temps à autre des demandes de censure, comme par exemple lorsque des postes sont jugés obscènes ou racistes.



A peine 3% lisent les journaux et seuls 5% écoutent la radio

	Total	Homme	Femme	Génération Z	Génération Y
TV	33%	33%	32%	29%	39%
Radio	5%	5%	5%	3%	9%
Journaux	3%	4%	2%	2%	4%
Revue	2%	2%	2%	2%	2%
Réseaux sociaux	84%	86%	82%	86%	80%
Internet	43%	47%	38%	43%	42%
Blogueurs	2%	3%	2%	3%	2%
Podcasts	0%	0%	0%	0%	0%
Autre					
Total	100%	52%	48%	63%	37%

Les jeunes préfèrent d'abord rentrer sur les réseaux sociaux ou sur des sites internet pour s'informer. La télé, classée 3e, garde tout de même les faveurs de 33% d'entre eux. En revanche, très rares sont ceux qui s'orientent vers la radio ou les journaux

Toutefois, le débat se porte plus sur les recettes fiscales. C'est néanmoins un élément qui va changer dans les années à venir. L'accès à l'information sur les médias sociaux n'est pas contrôlé, c'est à l'utilisateur de faire le tri. De ce fait, cela amène de nombreuses informations de qualités très moyennes à portée de main de n'importe qui. Un grand débat au niveau international est en train de prendre place sur le tri des informations disponibles sur les réseaux sociaux. Cela amènera l'Etat à légiférer, afin de protéger les plus jeunes des informations de mauvaise qualité.

Dans une analyse effectuée en octobre dernier, la CEO de la chaîne américaine Fox News, Suzanne Scott affirmait, qu'il appartient aujourd'hui aux grands empires médiatiques audiovisuels et à la presse de travailler sur leurs canaux de distribution de l'information,

afin de trouver de nouveaux médias mieux adaptés aux générations futures. «Si aucune remise en cause n'est effectuée, nous pouvons imaginer que les médias traditionnels vont continuer à perdre des parts de marché, et voir leur potentiel client continuer à se tourner vers les médias sociaux dans une solution ou personne ne sera gagnant», affirmait-elle.

Les médias classiques gardent l'avantage de la crédibilité

Mais pour beaucoup, cette ouverture certes soudaine a apporté une bouffée d'air frais. L'émergence des nouvelles formes numériques de l'information (nouvelles en ligne, blogs, Wikipedia, etc.) favorise un accès plus large aux connaissances, à la liberté d'expression et à la participation citoyenne. On



observe aujourd'hui que la coexistence de médias imprimés, audiovisuels et en ligne via de multiples supports permet d'élargir l'accès à l'information et de créer une culture participative où les citoyens ne se contentent pas simplement de consommer de l'information, mais contribuent activement à sa production et à sa diffusion. Le principal risque de ce paysage médiatique renouvelé est la désinformation. En effet, l'utilisation massive des réseaux sociaux entraîne une réflexion sur la véracité de l'information. Quelle est la crédibilité d'un individu à se prononcer sur un sujet? Ne risque-t-il pas de contribuer à entretenir la confusion autour de la problématique des fake news, et de rendre plus difficile encore de discerner le vrai du faux sur internet? Dans cette perspective, le journalisme «classique» conserve toute sa pertinence. Sa mission de sélection, d'analyse et de décryptage de l'information demeure primordiale. □

Abdessamad NAIMI

Comment Facebook a transformé les habitudes

«L'INDUSTRIE de l'information est en train de reconnaître entièrement la nature virale du web et l'avènement des médias sociaux», indique le rapport 2021 du Pew project for excellence in journalism. Depuis près d'une décennie, les réseaux sociaux techniques comme Facebook ou encore le site de «microblogging» Twitter ne cessent de bouleverser les médias traditionnels (télévision, radio, presse en ligne). L'utilisateur reçoit une multitude d'informations sans consulter les références classiques comme la radio, la télévision ou la presse. Au fil des années, les réseaux sociaux numériques ont complètement changé notre manière de consommer les médias. □



Sport, culture, loisirs

Une jeunesse en mal de distraction

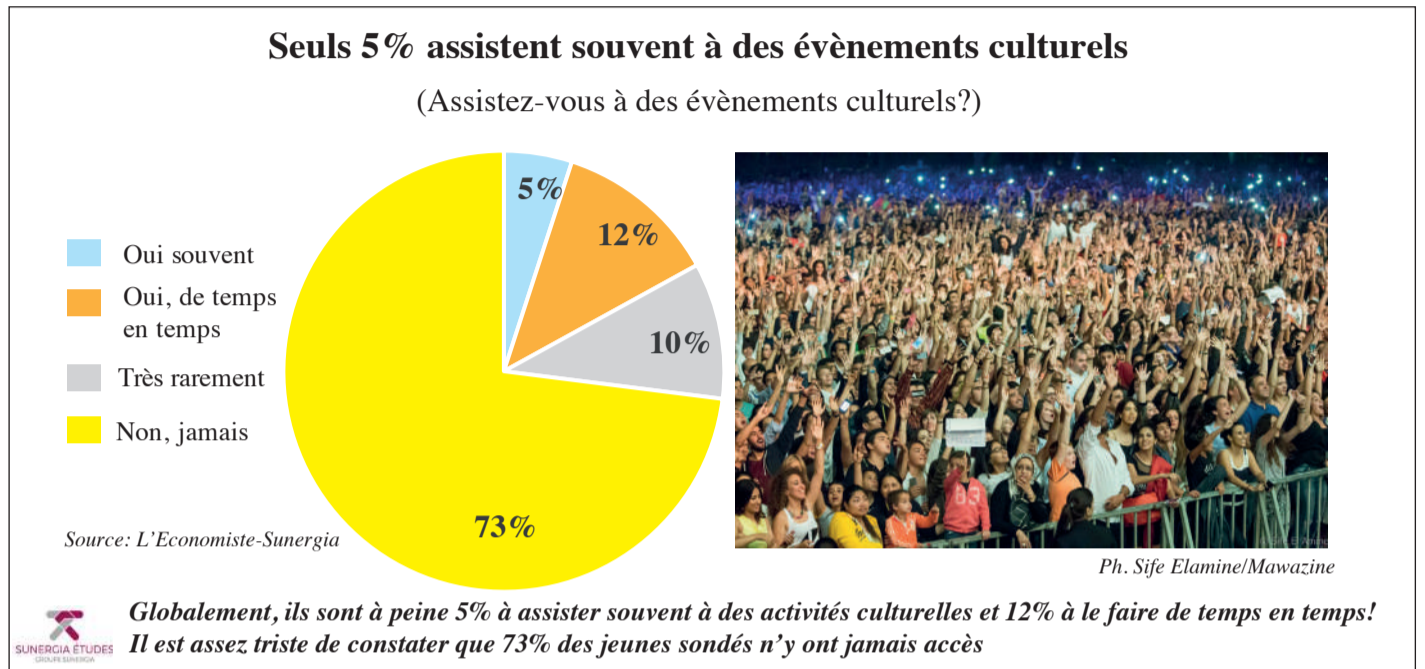
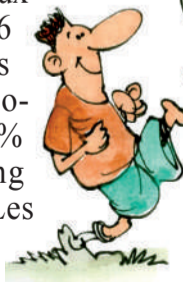
■ 73% des sondés n'ont accès à aucune activité culturelle

■ Uniquement 17% s'adonnent à la lecture et à peine 3% pratiquent de la musique

■ 86% ne sont pas inscrits dans une salle de sport

À quoi peuvent bien occuper nos jeunes leur temps libre? Quels sont leurs loisirs? Lecture, cinéma, théâtre, pratique artistique, ou lecture? Très peu de tout cela. De nos jours, les loisirs des jeunes se résument généralement aux sorties entre amis, aux réseaux sociaux et au sport. Certains d'entre eux ont plus accès aux activités de loisir et les autres moins. L'éducation, l'âge, le milieu de vie, le rang social, font partie des facteurs qui déterminent les préférences et l'accès des jeunes aux divers loisirs. L'étude réalisée par Sunergia pour le compte de L'Economiste, révèle que l'activité la plus fréquente chez les jeunes, puisque la plus accessible, reste le sport. 44% des sondés y ont recours, avec une forte prédominance chez les hommes, puisqu'ils sont 66%. Pas de grosse distinction en revanche pour les tranches d'âge. Les 15/16 ans (48%) pratiquent presque autant le sport que la tranche la plus âgée de la cible que sont les 29/30 ans (45%).

Sans surprise c'est le foot qui se taille la part du lion dans la pratique du sport. Ils sont 54% à taper du ballon rond, avec bien évidemment une forte proportion chez les hommes 73%, alors qu'elles ne sont pas plus que 18% à s'y adonner. Ces dernières préfèrent le footing et la marche à pied. Les deux activités cumulent 36% d'adeptes chez les jeunes dont une majorité de femmes: 21% pratiquent le footing et 34% la marche. Les hommes eux, ne sont que, respectivement, 18 et 11% à s'y adonner. Fait intéressant également, aucune personne parmi les sondés ne cite le rugby, sport visiblement très peu populaire, et seulement 1% pratiquent le tennis ou l'équitation. Les coûts



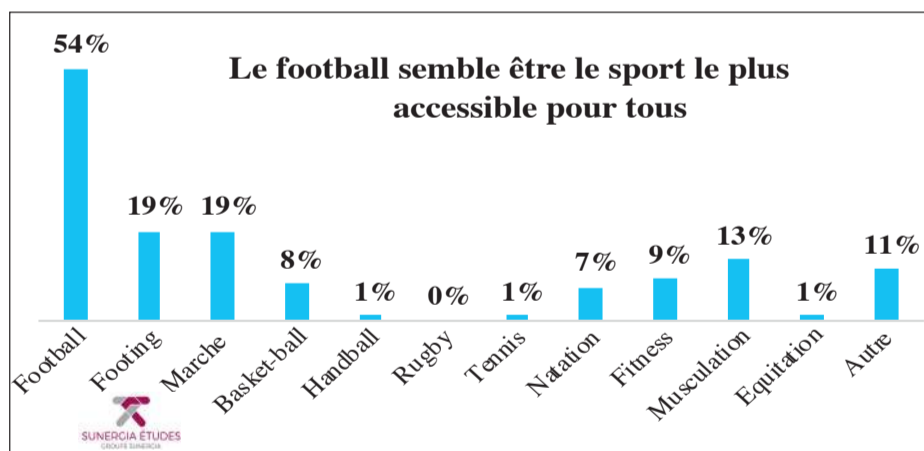
élevés de ces pratiques sportives les confinent chez les catégories les plus aisées parmi les jeunes. Pour des raisons toujours liées aux coûts, très probablement, la grande majorité des jeunes, (86%) ne sont pas inscrits dans une salle de sport. Plus généralement ceux qui affirment pratiquer souvent du sport ne sont que 17% et rarement des femmes (7%). Les autres en font une pratique occasionnelle (32%), alors que 31%, dont

n'y ont pas accès et 8% très rarement. Le débat sur la lecture au Maroc n'est pas nouveau. En 2019 le Conseil économique social et environnemental constatait que les habitudes de lecture en famille sont rares, et que l'achat de livres n'est pas une priorité des ménages. Les jeunes sont quelque 17% à affirmer s'adonner à la lecture pendant leur temps libre. Parmi eux 22% sont des femmes. Activité gratuite et fédératrice par

lement seule une trentaine est encore en activité. Certaines villes importantes au Maroc ne disposent même pas de salle de projection. Si le cinéma ne semble pas attirer une majorité, ou du moins semble inaccessible, le théâtre attire plus les faveurs des jeunes. Ils sont quelque 23% de ceux pratiquant une activité culturelle à s'y rendre. Les femmes semblent y être plus sensibles puisqu'elles sont 30% contre 17% pour les hommes. Il ne semble pas y avoir, en revanche de grande disparité entre les urbains et les ruraux, puisqu'ils sont respectivement 23 et 22% à aller au théâtre. Certains jeunes semblent sensibles aux arts plastiques. Ils sont 13% à fréquenter les expositions (particulièrement les femmes, 17%). L'activité a les faveurs des plus jeunes: 44% des 15/18 ans alors qu'ils ne sont que 20% des 27/30 ans.

De ceux qui affirment pratiquer des activités culturelles, 13% citent les conférences et autres débats. L'activité est beaucoup moins citée dans le monde rural, à peine 6%.

Pour les autres loisirs, les jeunes privilégient l'écoute de la musique (20%) ou la connexion à Internet (20%). Le gaming ne paraît pas très répandu chez les jeunes sondés. Ils sont à peine 3% à jouer à des jeux sur console, 4% sur leurs smartphones et pas plus de 1% sur ordinateur. Autre activité quasi rarissime, la pratique de la musique. A peine 3%. Les autres loisirs cités sont : les éternelles sorties au café (11%) ou entre amis (18%), regarder les séries télévisées (16%) ou encore voyager 12%. □



la moitié sont des femmes avouent ne jamais en faire.

Pour ce qui est de la culture, certaines activités restent malheureusement très peu répandues, telles que la lecture, ou les loisirs artistiques (dessins, musique, ...), qui ne sont pratiquées que par une certaine catégorie socioprofessionnelle, notamment les plus jeunes issus d'établissements privés urbains. Globalement, ils sont à peine 5% à assister souvent à des activités culturelles et 12% à le faire de temps en temps! Il est assez triste de constater que 73% des jeunes sondés n'y ont jamais accès! Le monde rural reste le grand oublié de la culture puisque 80% des jeunes

excellence, les festivals sont très appréciés, par les jeunes, en particulier par les 15-18 ans. Cependant, note l'étude, les conditions imposées par les parents limitent leurs fréquentations, surtout auprès des plus jeunes (heure limite à respecter, obligation d'être accompagné par un parent, ...). Sur l'ensemble, 57% des jeunes affirment fréquenter les festivals et 18% vont également à des concerts en dehors des festivals. Seuls 4% en revanche affirme aller au cinéma. Un chiffre qui n'étonne pas face au déclin et à la fermeture de nombreuses salles dans le pays. Malgré l'ouverture de quelque multiplex, et la promesse du ministère de la Culture, d'ouvrir 150 salles de cinéma, actuel-



ECOLE SUPERIEURE
DE JOURNALISME
ET DE COMMUNICATION

— Digital & Communication Academy —

Devenez un vrai manager du monde de la **Communication** et des **Médias** à travers une formation aux normes internationales assurée par des professionnels du métier.

Master en Journalisme et Communication



Même si vous travaillez, il y a un Master pour vous!

ESJC EST UNE FILIALE DU GROUPE
ECO-MÉDIAS



PROGRAMME D'ÉCHANGE AVEC:



INSCRIPTIONS:



05 22 26 26 06



smajdi@esjc.com



37 Rue Tata Casablanca

THE KING'S COLLEGE
NEW YORK CITY



Green attitude: Tous écolos, ou presque...

■ 91% accordent de l'importance à la résolution des problèmes environnementaux

■ Les laissés-pour-compte, 1^{re} catégorie à adopter des réflexes dans ce sens

■ Les jeunes en construction désintéressés par la question!

À l'heure du changement climatique et du stress hydrique, susceptibles d'impacter lourdement la vie quotidienne des Marocains, qu'en est-il de la vision des jeunes à l'égard de l'écologie? C'est en partie pour mieux cerner leurs perceptions et évaluer leur degré de «green attitude» que l'enquête L'Economiste-Sunergia a sondé un échantillon de 1.636 d'entre eux, sur la période allant du 18 au 29 juillet 2022.



Les jeunes marocains sont particulièrement sensibles à la question environnementale, selon la dernière enquête L'Economiste-Sunergia. Une tendance à laquelle la catégorie des «jeunes en construction» fait exception. Son instabilité financière, mais aussi sociale, justifierait ce manque d'intérêt (Ph. L'Economiste)

construction sont pour la plupart les autres jeunes sur la question et issus de milieux populaires et affichent une situation financière délicate. Beaucoup d'entre eux sont peu impliqués dans leurs études. Une qu'ils agissent régulièrement pour limiter le gaspillage alimentaire, à travers des gestes quotidiens», tient à souligner le sociologue approché.

sés-pour-compte et les jeunes habitant les régions rurales, à hauteurs respectives de 61 et 51%. «L'on remarque que la problématique de l'eau est plus forte en zones rurales. En effet, en milieux urbains, l'accès à l'eau potable, distribuée sans interruption et payée souvent par les parents, freine la sensibilisation des jeunes sur sa rareté et sur l'importance de sa préservation», nous explique-t-on. Autre segment pour lequel cette problématique environnementale s'avère cruciale, celui de l'Intelligentsia Marock'aine, dont 73% confie réduire régulièrement sa consommation de l'or bleu au travers d'actions quotidiennes. «Les jeunes appartenant à cette dernière catégorie poursuivent le plus souvent leurs études dans des écoles supérieures et projettent de les terminer en France ou au Canada. Issus d'un milieu aisé et parlant couramment plusieurs langues, leur niveau de culture leur permet de cerner davantage les enjeux liés à l'écono-

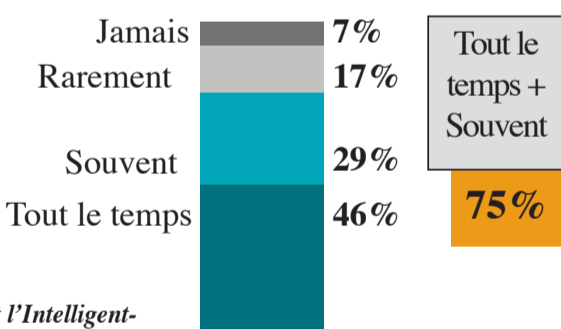
Les jeunes et la consommation d'eau

	Tout le temps	Souvent	Rarement/jamais	Total
En construction	29%	34%	37%	491
L'intelligenstia Marock'aine	41%	32%	27%	243
Les ambitieux	53%	28%	19%	475
Les laissés-pour-compte	61%	23%	15%	427
Total	46%	29%	25%	1.636

Source: SUNERGIA ETUDES

La question de la préservation de l'eau intéresse la majeure partie des jeunes Marocains. Les laissés-pour-compte et l'Intelligentsia Marock'aine sont les plus engagés dans le domaine

Est-ce que vous réduisez votre consommation en eau?
Base: 1636



À la question sondant l'avis des interrogés sur l'importance de l'action «verte», force est de constater que pas moins de 91% des jeunes – soit la grande majorité – jugent la résolution des problématiques environnementales comme étant essentielle. «Un signe positif pour le combat contre les menaces écologiques, qui démontre aussi la sensibilité des jeunes marocains d'aujourd'hui sur le sujet», nous confie à ce propos un environnementaliste. Dans le détail, l'on constate que près de 92% des jeunes du Sud et 94% des «ambitieux» (localisés dans ces régions) ont jugé la problématique importante ou moyennement importante. Seuls les jeunes en construction ont, pour 21% d'entre eux, démontré un désintérêt à ce sujet. «Les jeunes en

instabilité sociale qui expliquerait en partie cette réponse négative», explique sur ce point un sociologue.

L'étude a également interrogé sa jeune cible sur ses actions concrètes en matière de préservation de l'environnement. Ainsi, à la question «Est-ce que vous réduisez votre gaspillage alimentaire?», pas moins de 76% des sondés ont répondu «tout le temps» ou «souvent». Une tendance que l'on retrouve en premier chez les laissés-pour-compte, à hauteur de 64%. «De CSP bien souvent inférieure à la moyenne et habitant essentiellement les zones rurales, la catégorie des laissés-pour-compte fait quotidiennement face aux retombées de la sécheresse et de la pollution. Ce qui explique qu'ils soient plus conscientisés que

À l'inverse, près de la moitié des jeunes en construction – plus précisément 48% d'entre eux – ne prête pas attention à la question.

Dans la même veine, en ce qui concerne cette fois la réduction de la consommation en eau, 75% des interviewés ont déclaré s'y adonner «tout le temps» ou «souvent». Encore une fois, le sujet intéresse et implique davantage les laissés-pour-compte et les jeunes habitant les régions rurales, à hauteurs respectives de 61 et 51%.

«L'on remarque que la problématique de l'eau est plus forte en zones rurales. En effet, en milieux urbains, l'accès à l'eau potable, distribuée sans interruption et payée souvent par les parents, freine la sensibilisation des jeunes sur sa rareté et sur l'importance de sa préservation», nous explique-t-on.

Dernier point abordé sur la question «verte» et non des moindres, celui sur la réduction d'utilisation des sacs en plastique. Sur cette question, près de 66% des jeunes de la catégorie des ambitieux ont répondu réaliser un réel effort dans ce sens. «Les ambitieux sont des jeunes des régions du Sud. Une population éduquée à respecter les ressources naturelles et à en optimiser l'usage. Cela fait partie intégrante de leur culture», ponctue le spécialiste. Un chiffre qui avoisine les 61% si l'on suit la tendance «globale», démontrant que l'opération «Zéro Mika» du gouvernement, lancée en 2016, a amplement porté ses fruits. □

Karim AGOUMI



Consommation de drogues: Une génération clean?

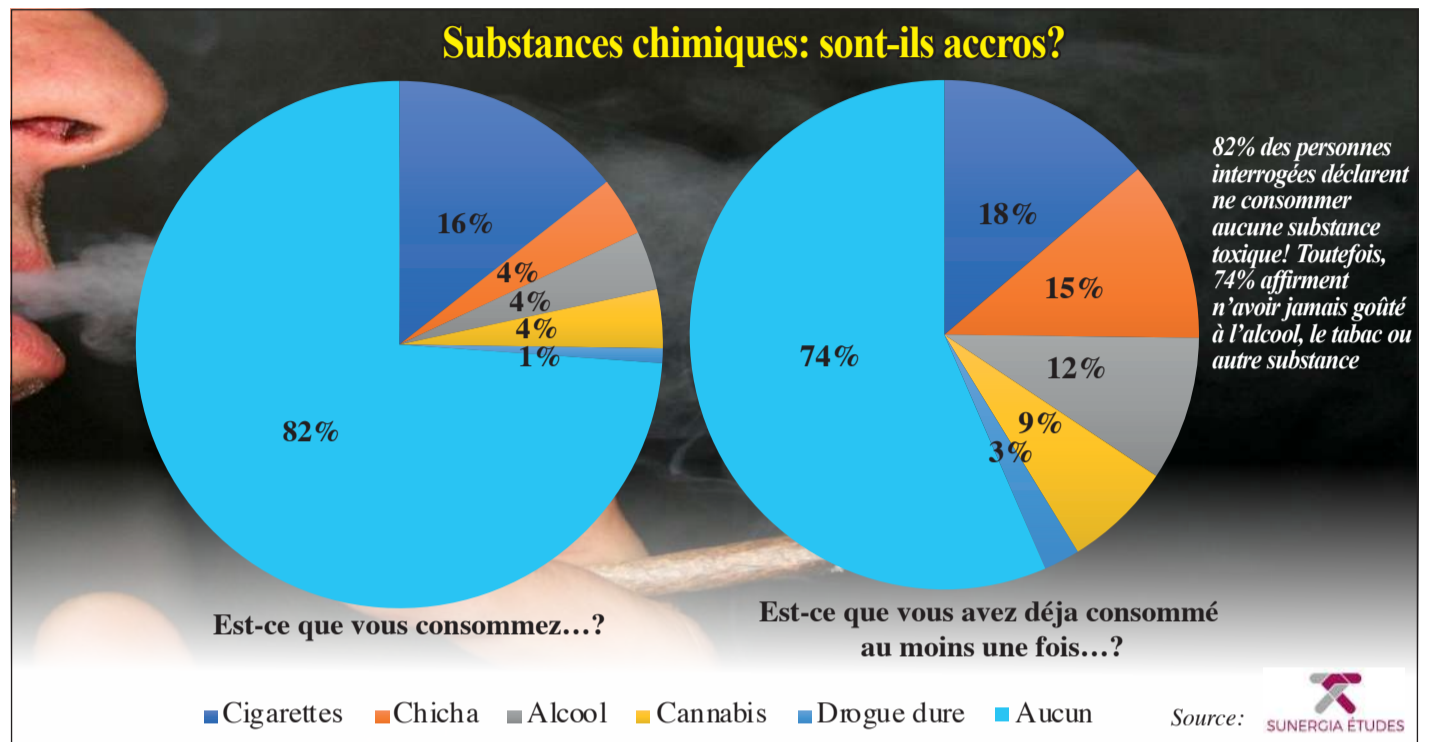
■ Cigarette, chicha, alcool, cannabis en tête des produits consommés, principalement chez les laissés-pour-compte

■ La majorité affirme ne toucher à rien

LA jeunesse marocaine est-elle moins accro à la drogue? L'enquête de l'Economiste-Sunergia révèle des résultats pour le moins stupéfiants. En effet, sur 1.636 jeunes de 15 à 30 ans interrogés, 82% d'entre eux déclarent ne consommer aucune substance toxique! Et «seulement» 16% fument des cigarettes, du cannabis (4%) ou de la chicha (4%), boivent de l'alcool (4%) ou consomment des drogues plus dures (1%). Il est vrai que la consommation de tabac, d'alcool et de cannabis chez tous les jeunes du monde semble faire partie des expérimentations liées à l'adolescence. Dans le détail, 18% avouent avoir goûté une cigarette, 15% de la chicha, 12% de l'alcool, 9% du cannabis et une drogue dure (3%). Alors que 74% déclarent n'avoir jamais franchi le pas.

Par sexe, si 57% d'hommes ne consomment rien, d'autres prennent des cigarettes (30%), de la chicha (25%), de l'alcool (20%), du cannabis (17%) et des drogues dures (6%). Les femmes sont plus sages: en effet, 91% des personnes interrogées disent ne jamais prendre de produits stupéfiants. Seulement 6% fument des cigarettes, 4% de la chicha et 1% du cannabis, 3% boivent de l'alcool. Les drogues dures, elles n'y touchent pas du tout. Par CSP, la classe AB privilégie la cigarette (25%) et l'alcool (18%). La chicha s'invite, elle, dans toutes les catégories socioprofessionnelles.

Ces réponses vont à contre-courant des nombreuses statistiques publiées sur la consommation de drogues parmi les jeunes populations. Peut-être



Substances chimiques: ce qu'ils consomment

	Cigarette	Chicha	Alcool	Cannabis	Drogue dure	Aucun
Homme	30%	25%	20%	17%	6%	57%
Femme	6%	4%	3%	1%	0%	91%
15-18	9%	7%	3%	4%	1%	87%
19-22	18%	17%	11%	10%	3%	72%
23-26	23%	18%	16%	14%	6%	68%
27-30	23%	19%	17%	10%	4%	67%
Urbain	19%	14%	12%	9%	3%	73%
Rural	18%	16%	12%	10%	4%	74%
Nord, Est	20%	15%	12%	14%	5%	74%
Centre	21%	11%	10%	5%	2%	76%
Sud	13%	20%	14%	11%	4%	71%
A B (Sup à 12.000 DH)	25%	20%	18%	9%	4%	65%
C+ (6.000 à 12.000 DH)	20%	21%	13%	10%	3%	67%
C- (4.000 à 6.000 DH)	16%	14%	10%	8%	4%	78%
D E (- de 4.000 DH)	17%	11%	11%	10%	3%	77%
En construction	16%	6%	4%	3%	-	81%
L'intelligentsia Maroc'aine	27%	22%	16%	10%	4%	62%
Les ambitieux	14%	17%	12%	10%	3%	74%
Les laissés-pour-compte	21%	20%	18%	17%	7%	71%
Total	18%	15%	12%	9%	3%	74%

Si 57% d'hommes ne consomment rien, d'autres prennent des cigarettes (30%), de la chicha (25%), de l'alcool (20%), du cannabis (17%) et des drogues dures (6%). Les femmes sont plus sages: 91% des personnes interrogées disent n'avoir jamais consommé de produits stupéfiants

Source:

SUNERGIA ETUDES

donnent-ils trop d'importance aux «qu'en dira-t-on» et à l'opinion de l'entourage comme le suggère l'enquête L'Economiste-Sunergia, dans la rubrique «relation avec les parents». Par rapport aux autres groupes (Jeunes en construction, Intelligentsia Maroc'aine et Ambitieux) seule la catégorie des laissés-pour-compte admet avoir consommé toutes

les formes de substances toxiques telles que la cigarette, la chicha, l'alcool, le cannabis et autres drogues dures. Ils affirment consommer régulièrement la cigarette, alcool et le cannabis. Un aveu qui colle plus à la réalité, si l'on en croit les nombreuses campagnes de sensibilisation aux dangers de la drogue dans les établissements scolaires. En avril dernier, la direction du lycée Lyautey à Casablanca a alerté par courrier les parents d'élèves sur la recrudescence «de cas d'intoxication liés à la consom-

mation de substances psychotropes gravement toxiques en circulation autour de l'établissement». Un phénomène qui inquiète la communauté éducative et qui semble avoir pris de l'ampleur durant et après la pandémie de Covid-19. Dans l'enquête de l'Economiste-Sunergia, ils sont nombreux en effet à souligner les effets psychologiques négatifs dûs au confinement et au stress: déprime, isolement social, repli sur soi, anxiété etc... □

F.E.O.





Avortement, relations sexuelles hors mariage,



Les avis des jeunes sont mitigés sur de nombreuses questions. Cela concerne des sujets comme les relations sexuelles hors mariage, le mariage avec un non musulman, la polygamie... (Ph. F. Alnasser)

■ Les avis restent mitigés sur de nombreuses questions

■ La religion est la principale raison invoquée

LA jeunesse marocaine semble tiraillée entre différentes considérations dans ses relations aux sujets de société. Plusieurs tabous ont encore de beaux jours devant eux. Les jeunes semblent encore défendre des pratiques en déphasage avec l'évolution réelle de la société. C'est du moins ce qui ressort de la dernière enquête

L'Economiste-Sunergia sur les jeunes.

En effet, «les avis sont mitigés sur de nombreuses questions», est-il indiqué. Cela concerne des sujets comme les relations sexuelles hors mariage, le mariage avec un non musulman, la virginité de la femme comme condition indispensable pour le mariage... Par exemple, «tous les jeunes sont majoritairement opposés à l'égalité en matière d'héritage». Ce rejet majoritaire concerne également d'autres sujets comme «l'homosexualité». D'après les résultats collectés, «la religion est la principale raison expliquant ces positions».

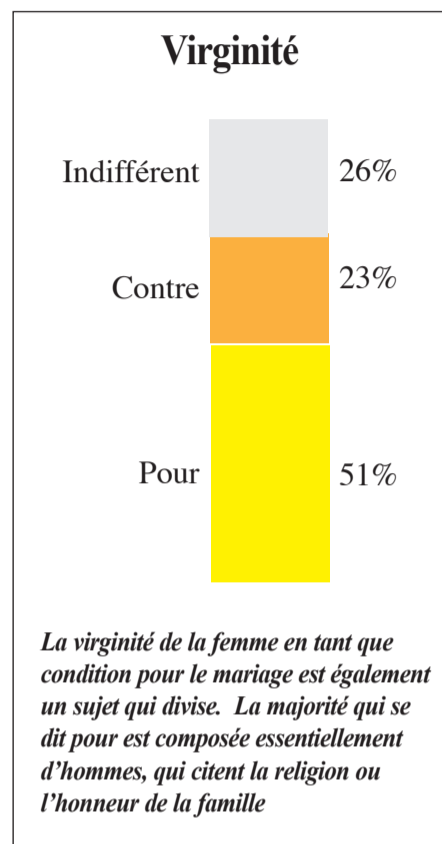
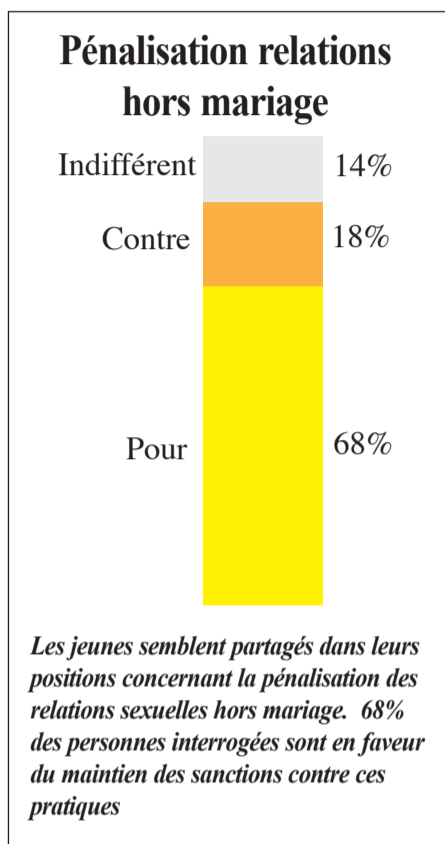
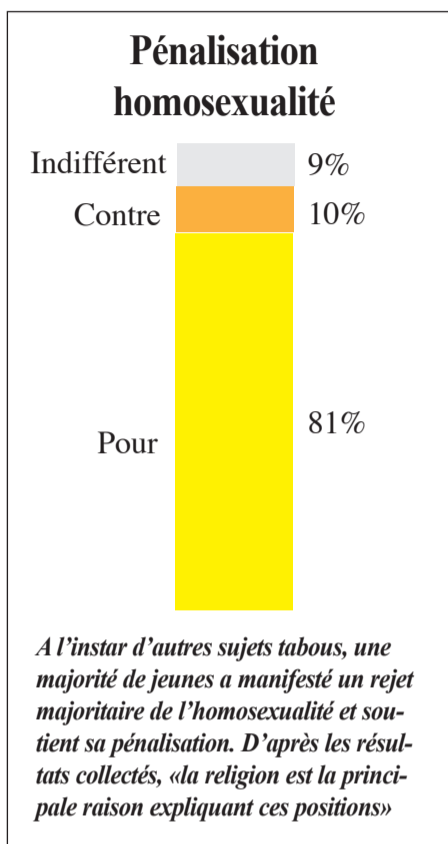
• Majoritairement pour la pénalisation de l'avortement

Dans les détails, en matière de pénalisation de l'avortement, les avis sont divers. Certains, notamment les lycéens ruraux, ceux des lycées privés, ou encore les chômeurs, sont «pour la pénalisation», citant notamment «la religion comme raison principale». Parallèlement, «beaucoup de participants à cette étude restent mitigés dans leur position, mais

tolèrent le recours à l'avortement en cas de viol ou de danger pour la santé de la mère ou du bébé». Pour ce qui est des personnes ouvertement pour l'avortement, elles justifient leur position par «le respect pour la liberté individuelle». Dans les détails, 76% des personnes interrogées se sont dit pour la péna-



homosexualité... Les tabous ont la peau dure



Verbatim

■ *«Je suis contre l'égalité de l'héritage car ce sont les hommes qui supportent les charges du foyer et doivent donc avoir un héritage supérieur»*
Etudiant public

■ *«On doit protéger nos enfants contre l'influence de l'homosexualité»*
Actif rural

■ *«C'est un péché d'avoir des relations sexuelles hors mariage»*
Lycéen rural

■ *«L'individu est libre de son corps et c'est inconcevable de le réprimer»*
Lycéen public

■ *«Il faut laisser le choix à la femme en cas de viol et d'urgence médicale, mais pénaliser les autres cas d'avortement».*
Etudiant privé

■ *«Je suis pour le mariage avec un non musulman s'il va se convertir à l'islam par la suite»*
Lycéen privé

■ *«Une seule femme me suffit, gérer plusieurs épouses est un problème»*
Etudiant privé

■ *«Pour moi la virginité égale honneur de la fille et des parents»*
Lycéen rural

lisation de l'avortement et 15% contre. Les ruraux et les laissés pour compte affichent le plus grand taux favorable à cette pénalisation, avec respectivement 82% et 86%. Ceux qui sont contre figure parmi les CSP A et B (24%) et l'Intelligentsia (35%).

• ... et de l'homosexualité

Concernant le dossier de l'homosexualité, la majorité des jeunes sondés (81%) se sont prononcés en faveur du maintien de la pénalisation de cette pratique au Maroc, contre seulement 10% ayant un avis opposé, alors que 9% se disent indifférents. Le taux le plus élevé des personnes en faveur de la pénalisation de l'homosexualité figure chez la catégorie des laissés pour compte (89%), mais aussi chez les jeunes ambitieux (81%) et les jeunes en construction (81%).

En face, le niveau le plus élevé des personnes s'opposant à ces sanctions figurent parmi l'Intelligentsia.

• Virginité avant le mariage: fifty-fifty

Autre sujet ravivant les passions parmi la jeunesse marocaine: la virginité de la femme comme condition indispensable pour le mariage. Là aussi, «les répondants sont divisés sur la question». La majorité

qui se dit pour est composée essentiellement d'hommes, qui citent «la religion ou l'honneur de la famille». Ceux qui s'opposent à cette condition, affirment que ce n'est pas une condition indispensable, et que «les accidents arrivent».

Si les lycéens sont divisés, les jeunes du rural sont pour cette condition, à l'unanimité. Au total, 51% des personnes interrogées sont pour et 23% sont contre, alors que 26% sont indifférents. Par catégorie, les jeunes en construction affichent les niveaux les plus élevés d'attachement à cette condition (63%), suivi des laissés pour compte (53%).

Là aussi l'Intelligentsia regroupe le plus de personnes s'opposant au fait de considérer la virginité de la femme comme une condition essentielle pour le mariage, même s'il s'agit seulement de 38% des réponses.

• Liberté sexuelle: Passez plus tard...

Pour ce qui est de la pénalisation des relations sexuelles hors mariage, les jeunes semblent également partagés dans leurs positions. «Ceux qui se disent pour la sanction de ces relations mettent en avant, essentiellement, la religion». En face, «ceux qui s'opposent à la pénalisation justifient leur position par le respect de la liberté individuelle». Au total, 68% des personnes interrogées sont en faveur du maintien des sanctions contre ces pratiques, alors que 18% s'y opposent et 14% sont indifférents. Là aussi, le taux le plus élevé parmi les soutiens de la pénalisation des relations sexuelles hors mariage est celui des «jeunes en construction» avec 77% et les laissés pour compte (81%). Chez les personnes contre ces sanctions, le taux le plus élevé figure parmi l'Intelligentsia avec 33%. □

M.A.M.

De moins en moins de pro-polygamie

PAR contre, les choses semblent évoluer pour la polygamie, qui est soutenue uniquement par 32% des jeunes, contre 51% qui s'y opposent et 17% qui restent indifférents. Les jeunes en construction sont les plus grands défenseurs de la polygamie (44%), alors que

l'Intelligentsia rassemble la part la plus importante des jeunes contre cette pratique. Néanmoins, les avis semblent plus tranchés concernant le fait d'épouser une personne de confession non musulmane. Plus de la moitié des jeunes s'y opposent, contre 26% qui affirment en faveur de cette pratique. Le taux le plus élevé de refus figure parmi les laissés pour compte (62%), alors que chez les jeunes en construction et chez l'Intelligentsia, les avis sont plutôt favorables aux mariages mixtes, avec respectivement 45% et 33%. □



QUI SONT NOS JEUNES?

Jeunes et politique:



■ **La majorité, «très insatisfaite», botte en touche**

■ **Grande méconnaissance des partis et des membres du gouvernement**

■ **Absence d'offre attractive, pratiques patriarcales, manque de repères... les principales défaillances pointées**

L'EFFERVESCENCE de 2011 avait redonné espoir aux jeunes dans la politique. La mobilisation lors des manifestations du Mouvement 20 février, l'implication dans le processus de réforme de la Constitution, ainsi que le taux de participation enregist-

tré lors des élections organisées la même année avaient laissé présager une réconciliation des jeunes avec la

politique. Plus d'une décennie après, l'euphorie a laissé place à une grande désillusion. Un constat régulièrement

confirmé par plusieurs sondages. C'est le cas notamment de la dernière étude L'Economiste-Sunergia sur les jeunes.

Les personnes interrogées ont été interpellées sur plusieurs aspects de leurs relations à l'action politique au Maroc. L'une des principales questions: êtes-vous satisfaits de la politique comme elle se déroule actuellement? Les réponses sont sans appel: 70% sont très insatisfaits et 17% sont plutôt insatisfaits. Seuls 2% sont très satisfaits et 11% plutôt satisfaits. Dans les détails, la plus grande part des jeunes très insatisfaits de l'action politique sont «les jeunes ambitieux» avec 86%, et les «laissés-pour-compte» avec 74%. En face, les «plutôt satisfaits» sont essentiellement issus des jeunes «en construction» et de «l'Intelligentsia», avec respectivement 19% et 17%.

Incapables de citer les noms de 3 ministres

AUJOURD'HUI, le désintérêt des jeunes pour la politique se traduit également par une méconnaissance de la scène partisane. A la question «quel est votre parti politique préféré?» 64% des personnes interrogées ont répondu «aucun», et 23% n'ont pas de réponse. Les 13% restants sont partagés entre les grandes formations dont le PJD (2%), l'Istiqlal (2%), le RNI (2%), le PAM (3%), l'USFP (2%)... Parallèlement, la majorité des personnes interrogées (87%) n'ont pas réussi à citer les noms de 3 ministres actuels en dehors du chef du gouvernement. Chez les «jeunes en construction» et les «laissés-pour-compte», ce taux est respectivement de 92% et de 95%. Pour les personnes ayant cité les noms de 3 ministres, les taux les plus élevés ont été enregistrés chez les jeunes de «l'Intelligentsia» avec 15% et les «jeunes ambitieux» avec 9%. Dans les réponses globales, c'est Nasser Bourita qui arrive en tête des ministres les plus connus parmi les jeunes avec 6%, suivi de Chakib Benmoussa (5%) et Abdellatif Ouahbi (3%). □

toujours fâchés!

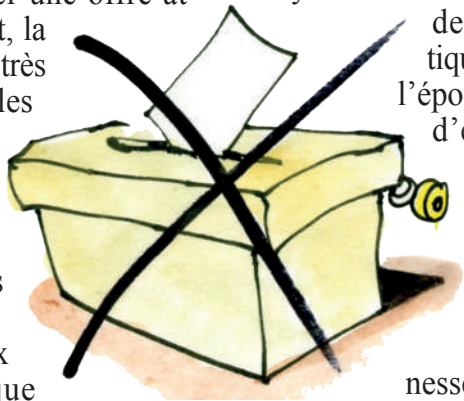
■ Agonie

Cette situation est le résultat d'une lente agonie de l'action des partis politiques, qui n'ont pas réussi à se renouveler, pour être en phase avec les attentes de la génération 2.0. L'essoufflement de la dynamique d'implication des jeunes dans les affaires publiques est lié à cette incapacité des partis politiques à proposer une offre attractive. Pourtant, la génération Y est très impliquée dans les débats autour des sujets de société. Cette mobilisation reste néanmoins cantonnée au niveau des réseaux sociaux, sans que cela ne se traduise en actions de vote ou d'adhésion à des partis politiques. Selon les résultats de la dernière enquête L'Economiste-Sunergia, 85% des personnes interrogées affirment n'avoir pas voté lors des dernières élections. Seuls 15% se sont déplacés aux bureaux de vote. Ceux ayant majoritairement boudé les dernières élections figurent parmi les «jeunes en construction», avec 92%, suivis de «l'Intelligentsia» avec 87% et des «jeunes ambitieux» avec 86%. Ceux qui se sont le plus mobilisés figurent parmi les «laissés-pour-compte», dont 24% ont affirmé avoir voté lors des dernières élections.

■ On ne s'identifie pas aux formations politiques

Ce désintérêt de la jeunesse vis-à-vis de l'opération électorale et de

la pratique politique est également lié au manque de repères pour ces jeunes, qui ne s'identifient pas aux profils proposés par les formations politiques. Ces dernières n'arrivent toujours pas à recruter de jeunes compétences, à même de favoriser leur rajeunissement et la mise à niveau de leurs modes opératoires. Certains jeunes cadres, a y a n t



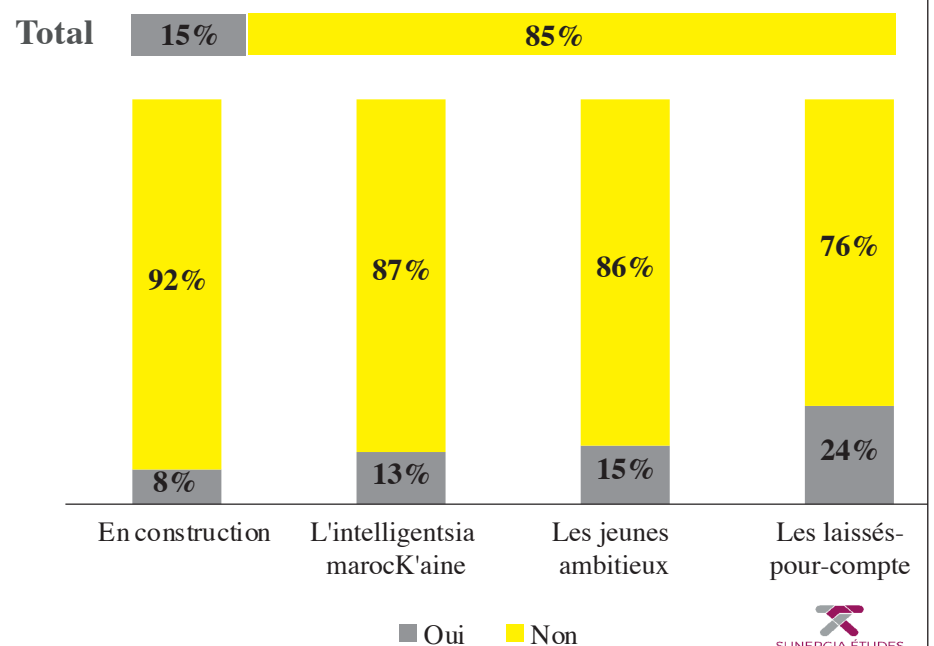
fait leurs preuves dans des formations politiques, ont fini par jeter l'éponge. Pour plusieurs d'entre eux, cela est dû notamment à la culture patriarcale qui règne encore au sein des partis. Pourtant, les organisations de jeunesse des partis avaient

constitué historiquement des pépinières, favorisant l'éclosion de grandes figures politiques. C'était le cas notamment des jeunes des grandes formations, comme l'Istiqlal ou l'USFP. Aujourd'hui, ces structures de jeunesse ne jouent plus un rôle décisif dans la vie de ces formations, sauf dans quelques exceptions.

■ Echecs en série

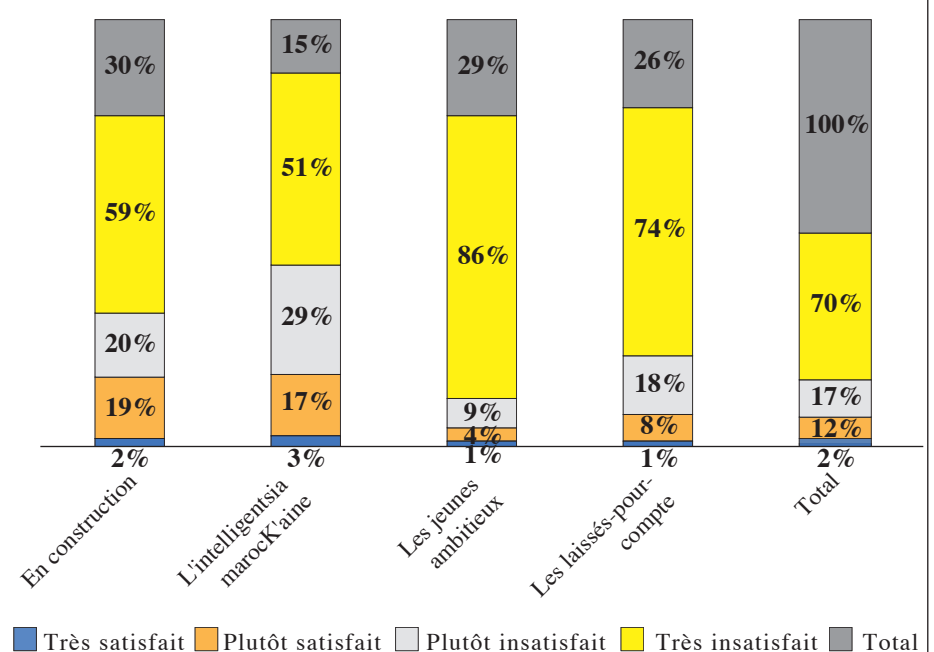
Depuis quelques années, plusieurs initiatives ont été lancées par des jeunes pour favoriser la réconciliation des nouvelles générations avec la politique. Des «Mouvements» annonçant «faire de la politique autrement», ont été mis en place. Mais l'impact reste encore limité. Ils n'ont pas réussi à mobiliser beaucoup de jeunes. L'ambition affichée par ces structures: rétablir la confiance des jeunes, et des ci-

Avez-vous voté aux dernières élections?



Le désintérêt de la jeunesse vis-à-vis de l'opération électorale et de la pratique politique est lié notamment au manque de repères pour ces jeunes, qui ne s'identifient pas aux profils proposés par les formations politiques

Etes-vous satisfaits de la politique comme elle se déroule actuellement?



Les réponses des jeunes sont sans appel: 70% sont très insatisfaits et 17% sont plutôt insatisfaits de la pratique politique. Seuls 2% sont très satisfaits et 11% plutôt satisfaits



toyens de façon générale, dans l'action politique. L'émergence de ce type d'initiative témoigne de la faille des partis, incapables d'injecter du sang neuf dans leurs structures. Même les jeunes ayant grimpé les échelons au niveau des organisations parallèles de ces formations se retrouvent souvent face aux difficultés d'accéder aux postes de responsabilité. L'expérience du quota permettant aux jeunes d'accéder au

Parlement, via les listes nationales, puis régionales, s'est également avérée être un fiasco. La plupart des jeunes députés, élus via la liste nationale, n'ont pas fait preuve d'un grand dynamisme, se contentant de reproduire les pratiques de leurs aînés. Une grande partie d'entre eux n'arrive pas à briguer un 2e mandat au niveau d'une circonscription locale. □

M.A.M.

QUI SONT NOS JEUNES?

Perception de l'avenir:

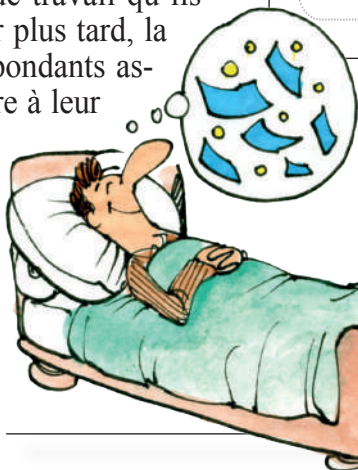
■ 44% se projettent sur 5 à 10 ans et se disent «très optimistes»

■ Ils aspirent à une situation financière plus avantageuse

■ L'émigration synonyme de «meilleure qualité de vie»

QUELLE que soit leur situation sociale, les jeunes marocains se disent plutôt optimistes par rapport à leur avenir. Indicateurs à l'appui, ils se considèrent à 44% «très optimistes» et à 43% «plutôt optimistes». Les 15-16 ans sont les plus optimistes de tous (50%), soit 1 jeune adolescent sur 2. Plus encore, par milieu, les jeunes urbains sont à 46% «très optimistes» contre 41% chez les ruraux. Inversement, 46% des jeunes du rural se disent «plutôt optimistes» contre 41% des citadins. Plus encore, 49% des «très optimistes» sont de sexe féminin, contre 39% de masculins. En même temps, 11% des jeunes hommes se considèrent plutôt pessimistes contre 7% de jeunes filles. Globalement, interrogés sur la manière dont ils se projettent d'ici 5 à 10 ans, les jeunes paraissent plutôt optimistes, surtout les plus jeunes d'entre eux, qui aspirent à une vie meilleure qu'aujourd'hui, surtout financièrement.

Sur le type de travail qu'ils aimeraient avoir plus tard, la majorité des répondants aspirent à se mettre à leur propre compte à long terme. Les principales raisons citées sont la volonté de disposer d'une plus grande

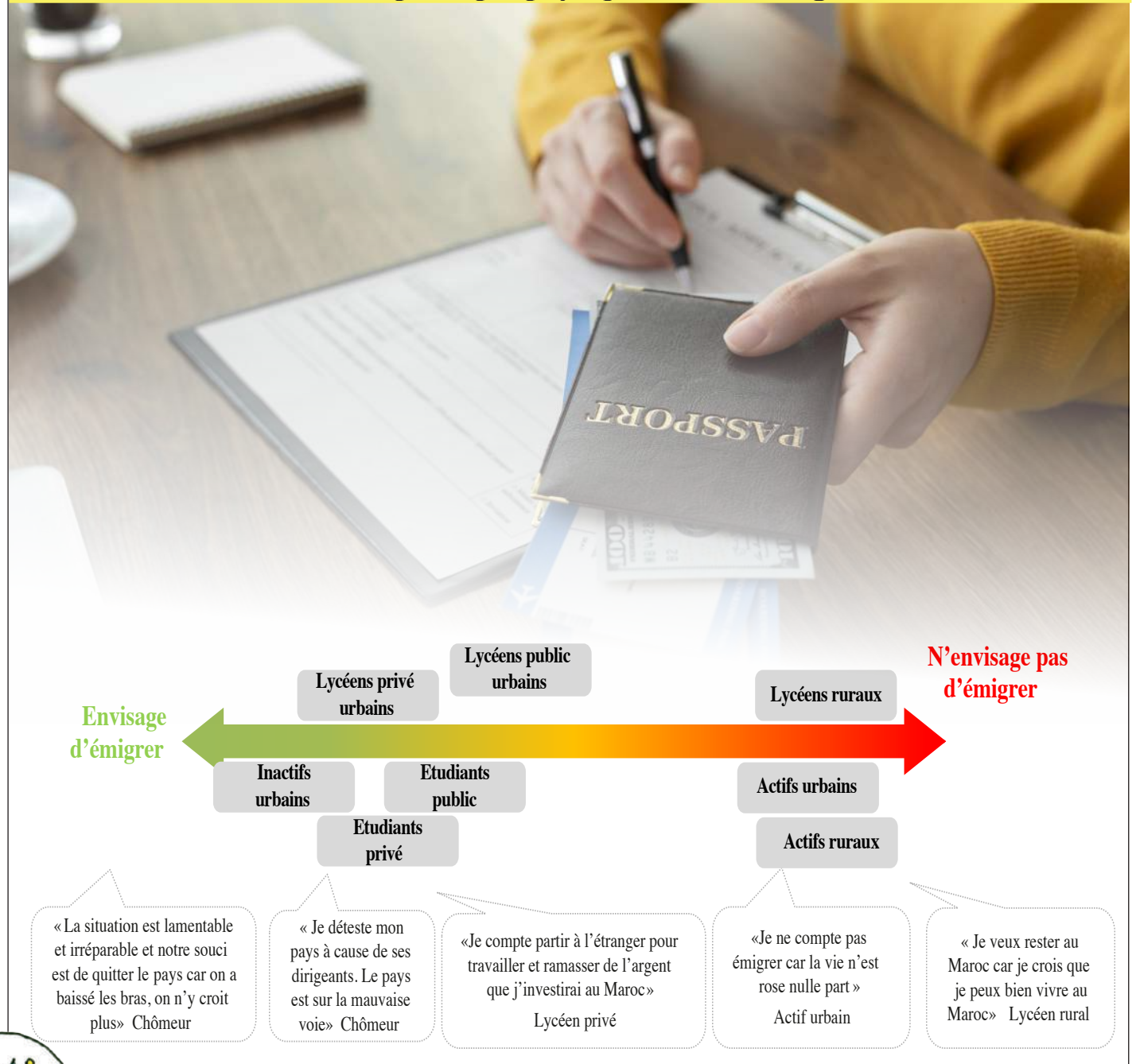


liberté et flexibilité, le refus de travailler pour autrui... Pour les sondés, les possibili-

tés d'évolution sont jugées «limitées dans le salariat». Concernant leurs attentes salariales, l'enquête révèle de gros écarts entre les cibles: les élèves des lycées privés espèrent obtenir des

salaires beaucoup plus élevés que ceux issus du public (en moyenne 7.500 DH vs 3.500 DH). «Je crois que si je fais une bonne école, et j'ai un cursus académique brillant, j'aspirerai à 9.000

Le Canada, principal pays qui tente à l'émigration



Interrogés sur leur intention d'émigrer, la plupart des jeunes souhaitent aller vivre à l'étranger, sauf les ruraux et les actifs urbains. La majorité des lycéens et étudiants qui veulent partir à l'étranger comptent revenir vivre au Maroc, avec une meilleure situation financière et une fois leurs objectifs atteints (diplôme, emploi, ...). Le Canada est le principal pays qui tente à l'émigration. D'autres pays sont aussi évoqués tels que la France, le Luxembourg ou encore la Belgique

Perspectives et aspirations

SUR les perspectives d'avenir, les raisons invoquées en faveur de l'émigration sont multiples et variées. Pour les lycéens et étudiants par exemple, s'ils souhaitent émigrer, c'est d'abord «pour avoir un bon salaire et des opportunités de travail meilleures qu'au Maroc». D'autres aspirent à un «système éducatif» meilleur.

Les jeunes souhaitent aussi décou-

vrir d'autres cultures, styles de vie et mentalités différentes. Autres raisons invoquées: la naturalisation (double nationalité), l'indépendance financière ou encore la possibilité de concilier entre études et travail (job étudiants). Pour les jeunes actifs, l'émigration est plutôt synonyme de «meilleure qualité de vie» et offre la possibilité d'un mariage mixte (avec un/une étran-

gère). Du côté des jeunes chômeurs, c'est un autre son de cloche. S'ils veulent émigrer, c'est pour bénéficier d'allocations chômage et aides sociales, en plus d'un meilleur accès aux soins et à l'éducation. Pour les jeunes lycéens et étudiants qui comptent rester au Maroc, ils citent plusieurs freins à l'émigrer, notamment des raisons familiales, redoutent les mêmes

difficultés à l'étranger qu'au Maroc ou se disent satisfaits de leur vie actuelle. Quant aux actifs, ils arguent leur fort attachement à la famille, la préférence d'un environnement musulman pour l'éducation de leurs enfants et les fêtes religieuses... La satisfaction de la vie actuelle et la situation financière sont également des freins à l'émigrer auprès des jeunes actifs. □

Ils restent optimistes, malgré tout!

Dirhams au commencement», précise un lycéen du privé. Sur les ambitions de rémunération, les lycéens du rural sont moins exigeants que ceux du public urbain (2.900 DH en moyenne vs 4.000 DH). Quant aux étudiants, ils espèrent percevoir un premier salaire moyen de 6.000 DH. «Je demande-

rai entre 5.000 et 6000 DH pour un premier salaire», confie un étudiant d'un établissement public. Parmi les domaines qui intéressent le plus les lycéens, figurent la médecine, l'ingénierie, l'économie et finance... La tendance est que de plus en plus de jeunes veulent tenter l'auto-entrepreneuriat.

Ils sont notamment motivés par les nombreux programmes étatiques tels que Intilika qui encouragent à entreprendre. Par ailleurs, ils sont nombreux à être conscients de la nécessité de passer par la case du salariat dans un premier temps et ce, afin d'acquérir l'expérience et la maturité nécessaires pour mener à bien leur propre projet professionnel. Interrogés sur leur intention d'émigrer, la plupart souhaite aller vivre ailleurs, sauf les ruraux et les actifs urbains. En même temps, la majorité des lycéens et étudiants qui veulent partir à l'étranger comptent revenir vivre au Maroc, avec une meilleure situation financière et une fois leur objectif atteints (diplôme, emploi...).

Malgré un climat ambiant empreint d'optimisme, une forte démotivation, désespoir voire colère ressortent des jeunes chômeurs qui «ont le vif sentiment d'avoir

été délaissés par l'Etat marocain et sont prêts à émigrer quelle que soit la destination», constate l'étude L'Economiste-Sunergia. «La situation est lamentable et irréparable et notre souci est de quitter le pays car on a baissé les bras, on n'y croit plus», déclarent les chômeurs. Autre avis récurrent de jeunes chômeurs: «Je déteste mon pays à cause de ses dirigeants. Le pays est sur la mauvaise voie». Pour le pays d'accueil de prédilection, le Canada est de loin le principal qui tente à l'émigration. D'autres pays sont aussi évoqués tels que la France, le Luxembourg ou encore la Belgique. □

A.R.

Ils veulent investir dans leur propre projet



À l'avenir, la majorité des répondants disent vouloir investir. Une chose est sûre, les actifs urbains et ruraux ainsi que les chômeurs affirment tous vouloir investir. Pour l'instant, les lycéens du public sont les seuls qui ne pensent pas investir. Par ailleurs, les lycéens ruraux et du privé restent divisés sur la question: la moitié déclare vouloir investir et l'autre moitié n'y pense pas. L'investissement le plus fréquemment cité par les répondants est le projet personnel, suivi par la voiture et le logement. Par type d'investissement, les actifs urbains, les actifs ruraux, les chômeurs urbains et les étudiants du privé veulent tous monter un jour leur projet. Ils citent notamment une salle de sport, une pâtisserie, du commerce avec des produits achetés de l'étranger... L'achat d'un véhicule fait également partie des ambitions de jeunes actifs et lycéens ruraux ainsi que d'étudiants d'établissements publics. Certains d'entre eux comptent investir dans une voiture pour livrer des marchandises. D'autres souhaitent acheter un véhicule pour voyager et s'offrir du bon temps. Placer de l'argent dans un bien immobilier fait également partie des projets des jeunes. Mais le type de bien varie d'une catégorie à l'autre. Ainsi, des étudiants du privé souhaitent investir dans un appartement. D'autres actifs urbains préfèrent investir dans une maison secondaire pour pouvoir la louer. Pour des actifs ruraux, ils désirent investir dans une maison afin de la louer et sécuriser un revenu mensuel. Le commerce en ligne (notamment via Instagram) fait plutôt partie de projets d'étudiants et de lycéens d'établissements publics. Il y a aussi la crypto-monnaie qui fait partie des centres d'intérêt de lycéens du privé. «Mais il va falloir encore attendre que ce soit autorisé au Maroc», témoigne un lycéen. Autre tendance qui se dégage auprès de lycéens ruraux, l'investissement dans une formation pour «avoir de l'expérience». Ou encore, des jeunes qui souhaitent épargner pour pouvoir émigrer un jour: «Je mets de côté de l'argent pour quitter le pays», selon un actif urbain. □



L'ECONOMISTE

Président d'honneur: **Abdelmounaïm Dilami**

Directeur de publication: **Khalid Belyazid**

Directeur général adjoint: **Othmane Chbihi Moukit**

Rédactrice en chef: **Meriem Oudghiri**

Secrétaire de rédaction: **Abouammar Tafnout**

● La Rédaction

Amin Rboub, Khadija Masmoudi, Hassan El Arif, Mohamed Ali Mrabi, Mohamed Chaoui, Fatim-Zahra Tohy, Faiçal Faquih, Amine Boushaba, Ahlam Nazih, Karim Agoumi, Abdessamad Naimi, Layane El Massaoudi, Matar Bensalmia

● Régions

Rédactrice en chef: Radia Lahlou
Aziza El Affas, Badra Berrissoule, Youness Saâd Alami, Ali Abjiou, Noureddine El Aïssi, Ali Kharroubi

● Dessinateur-caricaturiste: Rik

● Révision

Mohamed El Bekri, Najoua Nourredine, Ikram Naji

● Montage

Salima Michmich, Youssef Laarich, Mohcine Sorrane, Saïd Fakhreddine, Jalila Afkhar, Saïd Malghich

● Documentation

Chef des photographes: Saïda Sellami

● Photo-journalistes

Abdelmjid Bziouat, Ahmed Jarfi, Fadwa Alnasser

● Assistante de Rédaction

Samira Barouk

● Directeur Digital et Marketing

Riad Mawlawi

Service Web

Maha Basraoui, El Hadji Mamadou Gueye, Hicham Lafriqi, Fatima Zahra Belharar

● Directrice commerciale et marketing

Sandrine Salvagnac

● Directeurs de clientèle

Imane El Azdi, Khalid El Jaï, Abderraouf Jaâfari, Mohamed Hamdaoui, Mouna Elouattassi Grangier, Benaïssa Benamar, Fatim Ezzahra Saadi, Amine Marhoum

● Directrice de clientèle agences

Amal Cherkaoui

● Directeur de la communication

Youssef Triki

● Administration

Directeur administratif et financier
Samir Essifer

Responsable qualité-abonnement

Leila Sadek

Responsable d'édition

Abdelhak Tisfoutar

www.leconomiste.com - redaction@leconomiste.com / publicite@leconomiste.com

70, Bd Massira Khadra, Casablanca - Tel.: 05.22.95.36.00 (L.G)
Fax Rédaction: 05.22.39.35.44 - Fax Commercial: 05.22.36.46.32
Fax Annonces légales: 05.22.36.58.86

Distribution: Sapress, Impression: Eco-Print, Casablanca - Tel.: 05.22.66.40.78/79/80

L'Economiste est une publication du groupe Eco-Médias, filiale de Trispolis S.A.





Conjoint(e) idéal(e)

Elle sexy mais voilée, lui «ould nass»

■ Des revenus stables et le sens des responsabilités attendus chez l'homme

■ Sois belle, pieuse et tais-toi... la femme idéale

LA femme idéale doit être belle, voilée, de bonne famille et accessoirement avec un bon niveau d'études. L'homme idéal, lui, doit avoir une situation confortable, être sérieux et responsable. Les portraits de la femme marocaine et de l'homme marocain que dressent les jeunes dans la dernière enquête L'Economiste-Sunergia s'appuient sur des qualités aussi nombreuses qu'exigeantes. Quand on demande à des femmes âgées de 25 à 35 ans comment elles définissent l'homme idéal, elles répondent en effet qu'il doit avoir le sens des responsabilités (38%), être de bonne famille (33%), fidèle (31%), pieux (19%), indépendant de l'influence familiale (18%), avoir une situation financière stable (16%), être riche (14%) et une bonne profession (12%). Autant de conditions à remplir pour susciter l'intérêt des demoiselles qui considèrent pour 17% d'entre elles qu'un beau physique est un atout en plus. Enfin, le fait qu'il partage la même vision des choses ne pèse que pour 1% dans la balance.

Dans le détail, l'homme marocain idéal a le sens des responsabilités, il est aussi mesuré dans ses décisions et accompli dans sa vie professionnelle, estiment 45% de «Jeunes filles ou femmes en construction», interrogés par les enquêteurs. Les femmes de la catégorie «Laissés-pour-compte» pensent tout simplement que «l'homme idéal doit être capable de subvenir à leurs besoins matériels, mais aussi émotionnels. Il doit être fidèle et stable financièrement». Si pour le groupe de «l'Intelligentsia marocK'aine», le sens des responsabilités (37%) est primordial, la fidélité reste une condition incontournable (41%). «Je souhaite un homme stable financièrement, qui assume ses obligations familiales et qui n'aura pas besoin de mon argent», souligne cette rurale active. Paradoxalement, le sens des responsabilités n'est pas exigé chez la femme idéale.

Côté masculin, les jeunes sondés tous groupes confondus privilégient plutôt une femme de bonne famille

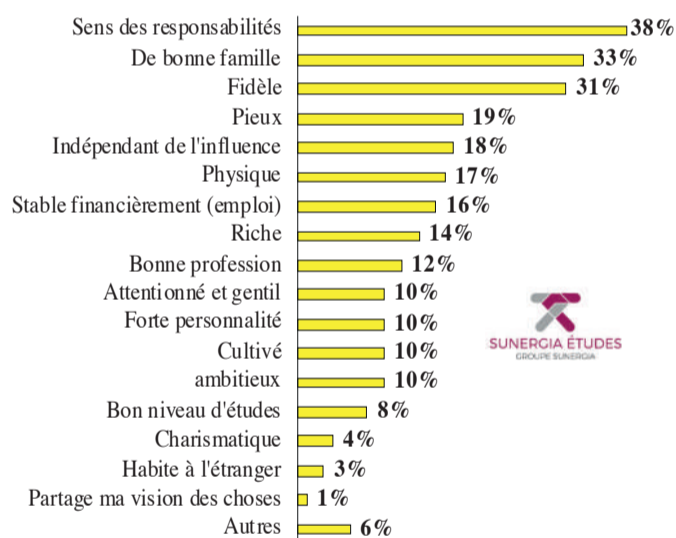


Le couple idéal pour les jeunes Marocains s'inspire quasiment des contes modernes. La beauté, la richesse et la piété sont les principales qualités requises chez le conjoint ou la conjointe (Ph. Pixabay)



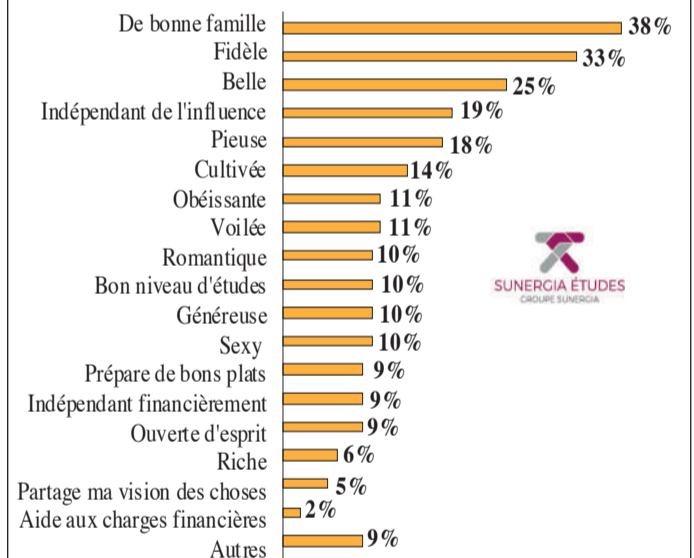
piété et une garantie morale, pour 56% des répondants, avec forte dominance pour le groupe des «Jeunes en construction» (64%) et les «Laissés-pour-compte» (58%). «L'intelligentsia Marock'aine», «Les ambitieux» sont pour le port du voile à 42% et 53%. Par CSP, ce sont les classes C et D qui sont les plus fervents défenseurs du port

Qui est l'homme parfait?



Les femmes de la catégorie «Laissés-pour-compte» pensent tout simplement que «l'homme idéal doit être capable de subvenir à leurs besoins matériels, mais aussi émotionnels. Il doit être fidèle et stable financièrement»

Femmes, on vous aime...



2% des interrogés qui ne disent pas non à un salaire pour aider aux charges financières. «Une seule main n'applaudit pas», lance un jeune employé de banque. On vous aime, mais...

(38%), belle (25%), indépendante de l'influence familiale ((19%), pieuse (18%), cultivée (14%), obéissante (11%), d'un bon niveau d'études (10%), sexy (10%) et qui prépare aussi de bons petits plats (9%). C'est bien

connu, chouchouter l'estomac de monsieur permet d'atteindre son cœur.

La femme idéale doit aussi être voilée pour 11% des personnes à qui l'on a demandé s'ils sont pour ou contre le hijab. C'est un signe de

du voile (61%). Par territoire, les régions du Nord, Est, Centre et Sud sont ex æquo sur ce point (56%). Les résultats sont assez similaires par milieu de résidence. 60% des jeunes ruraux et 54% des jeunes citadins voient la femme idéale voilée. Les plus grandes parts pour le port du voile se dégagent chez les 15-18 ans et les 23-26 ans avec respectivement 59% et 58%. «Je suis pour le port du hijab et mon épouse doit le porter. Je vais l'obliger à le porter», a déclaré l'élève d'un lycée rural. Par ailleurs, le statut familial est d'importance, notamment parmi des jeunes habitants les régions de Casablanca-Settat, Fès-Meknès et Béni Mellal. Ils sont généralement issus de famille de commerçants ou d'employés. □

De l'eau dans le vin

COMME cet étudiant d'un lycée public qui estime que sa femme doit rester à la maison, la plupart des hommes interrogés accepteraient d'épouser une femme sans profession. Certains, malgré leur jeune âge, ont une vision plus classique et traditionnelle du couple, aussi bien en milieu urbain que dans le rural et estiment qu'il est même préférable que la femme reste à la maison pour s'occuper du foyer. Ce n'est toutefois pas l'avis de 2% des interrogés qui ne disent pas non à un salaire pour aider aux charges financières. «Une seule main n'applaudit pas», lance un jeune employé de banque. □

GROUPE ECO-MÉDIAS LA FINE POINTE DE L'INFO



groupe
ECO•MEDIAS
Les pros de l'info.

1^{er} groupe média du Maroc, Eco-Médias s'investit pour vous offrir une information de qualité... depuis 31 ans !

145 personnes qualifiées dont plus de 60 journalistes et correspondants, deux quotidiens de référence, une radio, une école, une imprimerie et 1 seul objectif : vous offrir le meilleur de l'info.

L'ECONOMISTE

الوقار
ASSARAH

atlantic
radio
LEBQUE INFO ECO

ES ECOLE SUPERIEURE
DE JOURNALISME
ET DE COMMUNICATION
— Digital & Communication Academy —

E
ECOPRINT



**KHAWA
PEOPLE**

**KHAWA
PEOPLE**

Yo ! Forfaits généreux,
les avantages
et le service
en plus !

à partir de

49 Dh/
mois

Forfaits **Yo**

illimité

